

Serge Bricianer

Une étincelle dans la nuit

Islam et révolution en Iran 1978-1979

Édition établie par Ab irato



Ab irato

2002

Du même auteur :

- ◆ « Note sur le KAPD », in Gorter Herman, *Lettre ouverte au camarade Lénine : réponse à la brochure de Lénine « Le gauchisme, maladie infantile du communisme »*. Gorter poète, introduction et notes de Serge Bricianer, Spartacus, 1979.
- ◆ Karl Korsch, *Marxisme et contre-révolution, dans la première moitié du vingtième siècle*. Choix de textes traduits et présentés par Serge Bricianer, Seuil, 1975.
- ◆ *Pannekoek et les conseils ouvriers*, textes choisis, traduits et présentés par Serge Bricianer, EDI, 1969 ; nouv. édition revue, corrigée et augmentée, 1977.
- ◆ *Articles parus dans diverses revues : Internationalisme* (sous le pseudonyme de Cousin), Paris, 1947 à 1952 ; *Socialisme ou Barbarie*, Paris, 1964 ; *Cahiers de marxologie*, Paris, 1959-1964 ; *Informations et correspondance ouvrière*, Paris, 1965 à 1970 ; *Quinzaine littéraire*, Paris, 1966 et 1967 ; revue *Spartacus*, Paris, 1975-1979 ; *Mise au point*, Paris, 1972-1974.
- ◆ *De nombreuses traductions :*
Oskar Anweiler, *Les Soviets en Russie, 1905-1921*, Gallimard, 1972.
Karl Korsch, *Karl Marx*, Champ libre, 1971.
Paul Mattick, *Crises et théorie des crises*, Champ libre, 1976.
Paul Mattick, *Intégration capitaliste et rupture ouvrière*, EDI, 1972.
Paul Mattick, *Marx et Keynes, les limites de l'économie mixte*, Gallimard, 1972.

AB IRATO : BP 328

75525 PARIS CEDEX 11 FRANCE

<http://abirato.free.fr> – abirato@internetdown.org

Avant-propos

L E TEXTE qui suit est extrait d'une investigation plus vaste sur l'Islam moderne à laquelle travaillait Serge Bricianer au moment où la maladie l'a emporté¹. L'étude de la révolution iranienne de 1978, dans sa composante ouvrière, était à l'origine de ce projet. Malgré les exigences de rigueur qui étaient les siennes, et qui le poussaient à repenser constamment les problèmes traités, il considérait le texte ci-dessous comme relativement achevé, compte tenu des sources qui étaient alors disponibles.

Il ne faut pas chercher dans ces pages une description détaillée de la révolution iranienne et de son déroulement². Les faits et les événements n'intéressaient Bricianer que dans la mesure où il pouvait en dégager les tendances générales du mouvement, le situer historiquement. Bricianer s'attachait tout d'abord à montrer comment, en Iran, les contradictions du développement économique capitaliste avaient été à même de transformer des forces religieuses en forces sociales et politiques. Il exposa ainsi les éléments constitutifs de la situation

1. Le texte sur l'Islam comporte onze chapitres, dont celui consacré à la révolution iranienne que nous publions ici. Il peut être consulté dans son intégralité, ainsi qu'un certain nombre d'autres textes écrits par Serge Bricianer, sur le site web de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). On y trouvera également une biographie et une bibliographie de Serge Bricianer : www.u-paris10.fr/bdic/

2. Pour raviver la mémoire historique, nous avons ajouté une chronologie succincte de l'histoire de l'Iran, depuis le début du siècle jusqu'à nos jours.

qui permettent de comprendre le cadre général dans lequel l'explosion sociale avait eu lieu. Mais son texte est surtout une réflexion sur le principe révolutionnaire moderne d'auto-organisation et de représentation – unissant le politique et l'économique. Montrer, comment et avec quelles limites, ce principe nouveau prit forme concrète dans la révolution iranienne, tel était le principal objet des pages qui suivent.

1

POUR COMPRENDRE l'état d'esprit de Serge Bricianer et les buts qui l'animaient, il nous a paru utile de reprendre des passages d'une longue lettre³, dans laquelle il revenait sur la méthode d'analyse choisie pour expliquer ensuite son intérêt pour le mouvement de l'Islam dans les sociétés modernes :

« Ce qui me semble toujours valide chez Marx (et Engels, évidemment) : d'abord, une méthode d'investigation sociale essentiellement critique qui décape les apparences pour en faire ressortir le noyau dur, le fait qu'à des sociétés à dominante agraire et vouées en gros au statisme succèdent, à l'époque moderne, des formations dynamiques, dont le "mouvement contradictoire" est fonction de leur capacité ou non à élargir sans cesse la production, d'accumuler du capital dans des conditions de rentabilité suffisante. Ensuite, et plus encore, l'idée d'une société de l'avenir conçue comme "une réunion d'hommes libres travaillant avec des moyens de production communs et dépensant, d'après un plan concerté, leurs nombreuses forces individuelles comme une seule et même force de travail social". Cette idée, à notre siècle, a pris la forme pratique de conseils ouvriers, mais chaque fois sous une forme à peine ébauchée, captée et détournée dès sa naissance par les ennemis de la démocratie directe, en dernier lieu, après les marxistes-léninistes de tout poil, les mollahs iraniens.

Ce qui me semble dépassé chez ce penseur du siècle dernier : la perspective d'une émancipation humaine réalisée par le truchement de partis parlementaires et de syndicats ouvriers, comme l'évolution maintenant séculaire du socialisme européen en apporte la massive démonstration. Et, de même, l'idée selon laquelle "le pays le plus développé industriellement [l'Angleterre] ne fait que montrer à ceux qui le suivent sur l'échelle industrielle l'image de leur propre avenir" (préface du *Capital*). L'observation, même distraite, ne révèle-t-elle pas à suffisance que le capital s'est montré inapte à capitaliser

3. Lettre à une amie, 6 février 1986.

(industrialiser) l'ensemble de la planète, se bornant à tirer de son environnement sous-développé – lequel englobe les pays de l'Islam – des masses de surtravail additionnel pour le seul et plus grand profit de son accumulation propre.

Et voilà qui fournit une clé pour comprendre la situation actuelle des pays d'Islam. Il se trouve que (...) je me consacre à la rédaction d'un essai sur cet ensemble immense – près d'un quart du genre humain – ses terribles convulsions d'hier et d'aujourd'hui, en attendant celles, inéluctables, de demain. J'ai donc commencé de réunir des matériaux sur les tendances dites "intégristes", jusqu'au moment où je me suis aperçu qu'il était vain de vouloir s'en faire une idée sans interroger au préalable le passé islamique, sans tenter de l'éclairer en partant du long effort de déchiffrement qui s'est poursuivi d'Ibn Khaldoun aux érudits contemporains (un Maxime Rodinson, par exemple) en passant par Marx. Vu sous ce jour, le socle traditionnel des sociétés musulmanes (empires califal, moghol, ottoman et autres) apparaît comme un régime agraire permettant à une foule de hauts fonctionnaires, de dignitaires religieux et autres grands marchands et propriétaires fonciers, coiffés par un pouvoir militaire, de s'approprier, par le biais de l'impôt, le surtravail du cultivateur, le "excédent" agricole. Classe rentière, régnant sous le signe du despotisme, les maîtres de l'Islam vivaient ainsi largement de multiples exactions sans avoir à se soucier d'élargir la production des champs et des ateliers; chacun étant tenu de rester à la place que le Très-Haut, dans sa miséricorde, lui avait assigné, aucun espace n'était laissé au sein de la communauté des croyants à l'autonomie municipale et/ou corporative, puis à l'initiative personnelle du bourgeois, contrairement au cours des choses que l'Europe occidentale connut à dater de la féodalité tardive. Cet état en gros stationnaire, le colonialisme ne devait guère en changer la structure de base, si ce n'est en substituant pour une large part, aux classes moyennes indigènes, ses colons, sa bureaucratie civile et militaire, ses négociants...

Ainsi, à l'époque coloniale, pas de développement continu et massif par injections de capitaux métropolitains, sauf dans le secteur primaire (mines, plantations, etc.), ce qui infirme la prédiction de Marx. Et, la parenthèse coloniale refermée dans le sang, les États islamiques d'aujourd'hui, dominés par des pouvoirs militaires et des conglomérats financiers, affairistes, prenant appui sur une millénaire tradition de soumission religieuse et sur des bureaucraties corrompues, vivent de la part que l'impérialisme leur concède soit directement (rente pétrolière, par exemple), soit indirectement par allocations de crédits grevés de lourds intérêts. D'où avec l'irrépressible crois-

sance démographique, l'urbanisation sauvage, la pénétration des mœurs et des valeurs occidentales, sans parler des effets de la crise mondiale sur des sociétés peu capitalisées, à technologie souvent archaïque, l'apparition de situations sociales explosives, et, à situations extrêmes, idées et conduites extrêmes qu'une répression féroce parvient seule à endiguer.

Et l'Occident affolé de faire de l'islam une religion de fanatisme alors que, tout au long des siècles, il a prêché la soumission absolue à Dieu, au prince, au *pater familias*, les valeurs de la patience et de la docilité. Pas plus ne prône-t-il le terrorisme, comme le prétend une vision consciemment mensongère, alors que, à l'origine de ces pratiques dérisoires et désespérées, il y a clairement le terrorisme financier de l'Occident et le terrorisme bombardier de l'État sioniste. Mais aussi les hommes de religion, le "clergé" musulman, en justifiant les sanctions édictées par la loi canonique, la Charia, contribuent à conforter cette vision caricaturale. Ainsi de Chaikh el-Hocine Abbas, recteur de la grande mosquée de Paris, déclarant : "En menaçant le voleur d'une amputation de la main, la charia protège le bien des gens. Elle protège aussi le voleur et la tentation de voler" (*Le Monde* du 10 janvier 1986). Certes on est mal venu en France où, tout récemment encore, on coupait les têtes à la machine, de s'offusquer de ce procédé. Mais légitimer celui-ci – serait-ce sur un plan seulement symbolique (et c'est loin d'être toujours le cas!) – n'en revient pas moins à légitimer en pratique un ordre social inique, exploiteur, dont le statut de la femme musulmane n'est que la plus détestable manifestation. »

2

CEUX QUI se penchent aujourd'hui sur l'histoire de l'Iran s'accordent à reconnaître que la classe ouvrière y fut un protagoniste majeur de toutes les luttes politiques importantes de l'époque moderne. Qui plus est, le cas iranien vient conforter l'idée que « toutes les révolutions des temps modernes ont eu, en fonction du degré de développement atteint par le pays en révolution, une composante ouvrière⁴ ». Ainsi le mouvement de grèves de 1978-1979 eût une importance déterminante dans la chute du régime du Chah. La brève période de vie des conseils, de 1979 à 1981, constitue cependant un aspect qualitativement original et dont la portée historique doit être soulignée⁵.

4. Serge Bricianer, p.40.

5. Voir en annexe Babbak Varamini, *Comités et Conseils*, p.51.

Que l'idée moderne d'auto-émancipation sociale ait pu se manifester dans cette révolution et se concrétiser dans ce mouvement, voilà qui va à contre-courant de l'image simplifiée et réductrice qui a cours, en Occident, sur la révolution iranienne. Celle-ci est invariablement associée aux idées de fanatisme, de dogmatisme et d'intégrisme. Certains ont prétendu voir dans ces développements une preuve supplémentaire de la rigidité du monde islamique, incapable d'accéder à la modernité. Ce fut essentiellement cette apparence qui s'imposa comme vérité officielle. D'autres, faisant preuve d'un peu plus de rigueur, ont décelé dans le projet de la révolution iranienne et dans les penseurs politiques qui le façonnèrent (dont Khomeiny est la figure majeure) une variante du populisme tiers-mondiste. Un mouvement fondamentalement pragmatique des classes moyennes, lesquelles – en s'attaquant aux anciennes classes dirigeantes parasitaires et à leurs alliés extérieurs – cherchaient, tout compte fait, à moderniser l'État et à mieux intégrer l'Iran dans le marché mondial. C'est cette voie que semble aujourd'hui prendre la République islamique, au-delà des sursauts et des affrontements politiques.

Une idée répandue en Occident veut que les fondamentalistes islamistes soient une force réactionnaire opposée à toute modernisation de la société. L'expérience iranienne montre combien une telle affirmation est discutable et partiellement fausse. En effet, depuis 1979, toutes les mesures économiques prises par le régime confirment cette fidélité à un projet de développement capitaliste. Khomeiny lui-même n'a jamais critiqué le régime du chah pour avoir voulu industrialiser le pays et mener une réforme agraire capitaliste. Il l'a critiqué pour l'avoir fait en se soumettant à l'impérialisme. Les fondamentalistes ne s'opposent pas à la modernisation économique et technique, mais à la modernisation sociale qui, minant le rôle de la religion dans la société et dans l'État, affaiblit la place de la communauté traditionnelle et de la famille et renforce l'individualisme. Ils s'opposent à la sécularisation de la société, aux conséquences sociales de la modernisation économique, aux « excès », où ils voient l'expression d'une décadence morale. Mais chez eux on ne trouvera point de rejet de l'État-nation. Au contraire, l'idéologie khomeiniste fait constamment référence à la nation, elle exalte le patriotisme. Elle ressemble plus à une idéologie de l'intérêt national qu'à la propagande d'une révolution à exporter. Cela étant, comment concilier la revendication d'une modernisation technique de la société et

de l'État avec la sauvegarde de traditions religieuses et sociales liées à une société préindustrielle ? Insurmontable difficulté, source de contradictions insolubles, qui ont trouvé une expression concrète dans la division et dans le fractionnement de la classe dirigeante issue de la révolution – classe qui émerge lentement de vingt ans de pouvoir religieux, et qui fut à l'origine soudée par l'écrasement des ébauches auto-émancipatrices dont il est question dans ce texte.

Une question se pose : pourquoi est-ce en Iran seulement que la révolution islamique a eu lieu ? La frustration et la déstructuration provoquées par le développement rapide de l'époque du chah ne suffisent pas à l'expliquer ; des situations semblables existaient dans d'autres pays islamiques⁶. De même, l'existence d'un fort ressentiment anti-impérialiste n'était pas un trait original de la situation iranienne. Il est vrai que la figure de Khomeiny a permis de canaliser la dynamique révolutionnaire vers un consensus favorable aux classes moyennes. Comme le montre Bricianer, c'est autour de ce personnage charismatique que s'est unifié le mouvement de masse populaire avec les aspirations d'un milieu religieux-marchand contestataire. Khomeiny représentait le sentiment populiste et nationaliste dans la société iranienne au même titre que des forces marxistes-léninistes l'avaient représenté ailleurs et dans d'autres circonstances historiques. Mais, comme bien des guides suprêmes, Khomeiny n'avait nullement prévu la révolution, et le déroulement de celle-ci lui a souvent échappé et dépassé ses projets⁷. Une spécificité de la révolution iranienne fut la forte participation des travailleurs. Ce mouvement, ancré dans les entreprises, eut le temps de s'affirmer et la révolution fut portée par ces potentialités, pendant les premiers mois tout au moins. Les conseils ouvriers de 1979 n'étaient-ils pas issus des comités de grève de 1978 ? La révolution iranienne fut le résultat de ces circonstances ; la force de sa composante ouvrière et urbaine en fut l'élément déterminant ; ce qui explique que la révolution islamique ait pris forme seulement en Iran. Cette thèse, que défend Bricianer, est aujourd'hui mise en avant par de nombreuses études⁸. Dans un premier temps,

6. Entre 1970 et 1977, l'Iran eut un taux de croissance très fort, un des plus rapides au monde à l'époque. Mais ceux de l'Irak et d'Arabie saoudite, étaient également très élevés.

7. Voir chronologie, p.59.

8. Voir en particulier : Henry Munson Jr, *Islam and Revolution in the Middle East*, Yale University Press, New Haven & London, 1988.

l'Islam a pu canaliser le mouvement révolutionnaire, pour jouer ensuite un rôle contre-révolutionnaire, écrasant des tendances émancipatrices, neutralisant les organes embryonnaires de double pouvoir et de démocratie directe. Le chemin était libre pour une modernisation de l'État capitaliste sous l'égide de l'Islam.

Si beaucoup s'accordent aujourd'hui à voir dans la composante ouvrière un des traits caractérisant la révolution iranienne, rares sont ceux qui soulignent la signification des conseils. Bricianer rattache ce mouvement à l'idée moderne de conseil. Non pas en tant que fétichisme organisationnel – interprétation simpliste qu'on retrouve souvent dans les cercles ultra-gauchistes – mais en tant que principe de subversion et d'auto-organisation, unifiant action économique et action politique. Cette courte période de la révolution iranienne renoue ainsi avec les grands moments du courant d'émancipation sociale de l'époque moderne. En face, les interprétations se préoccupent surtout de nier cette dimension révolutionnaire. La gauche iranienne, après avoir reconnu que l'apparition des conseils prouve les potentialités d'un mouvement de classe se déroulant dans des conditions historiques caractérisées par une forte répression, après avoir constaté que ce mouvement fut capable de peser sur la situation politique⁹, en vient à conclure qu'on se trouve devant un signe de faiblesse de la classe ouvrière : « L'idée des conseils ouvriers fut un des faits majeurs de la révolution iranienne. Toutefois, ces conseils manquaient de conditions objectives et subjectives nécessaires pour atteindre leurs objectifs de contrôle ouvrier, ou même de défendre les intérêts des ouvriers et employés¹⁰. » On voit ici comment, d'emblée, on limite la fonction des conseils au terrain économique, le terrain politique étant réservé aux différentes organisations et partis. Leur caractère unitaire, d'organes embryonnaires de double pouvoir, est effacé au profit du projet syndicaliste de « contrôle ouvrier ». Selon cette conception marxiste-léniniste classique, ce rôle de contrôle ouvrier des conseils ne peut véritablement être assuré que dans le cadre

9. Par exemple, l'opposition des conseils aux mesures du premier gouvernement provisoire de Barzagan a radicalisé la situation politique et permis la montée des fondamentalistes. Ces mêmes fondamentalistes religieux réprimeront les conseils et les remplaceront par des conseils islamiques.

10. Une des dernières études sur le sujet, Saeed Rahnama, *Work Councils in Iran : The Illusion of Workers Control, Economic and Industrial Democracy*, Vol XIII, London, New Delhi, 1992.

complémentaire des syndicats. Pour les défenseurs des formes bourgeoises de représentation, la séparation entre l'économique et le politique doit être protégée. Et puisque la fonction des conseils ou des comités est complémentaire de celle des syndicats, sans ces derniers ils ne peuvent qu'échouer : « Si les conseils doivent remplacer les organisations démocratiques – les syndicats sur les lieux de travail et au niveau économique, les organismes parlementaires au niveau politique – ils affaiblissent la démocratie et sont ainsi condamnés à l'échec¹¹. » Fruit de l'immaturité et de la faiblesse de la classe ouvrière, ces organisations sont taxées d'être des ennemis de la politique traditionnelle de la gauche. Le jugement est sans appel : en investissant leurs énergies dans la constitution de conseils et de comités, les travailleurs ont gaspillé leurs forces. Voici réaffirmée la conception ancienne de la social-démocratie pour laquelle le syndicat est la forme naturelle et suprême de l'activité pratique des travailleurs, leur action politique étant nécessairement dirigée de l'extérieur.

Transformer des organisations de base unitaires à vocation de double pouvoir en organismes consultatifs régis par la représentativité bourgeoise fut, depuis toujours, la tâche des forces marxistes, social-démocrates et léninistes. Comme le souligne Bricianer, cette fois-ci, en Iran, les religieux prirent le relais.



NOUS AVONS ajouté au texte de Serge Bricianer, pour compléter son propos, une courte contribution de Babbak Varamini sur les comités et les conseils pendant la révolution iranienne, quelques témoignages de la vie quotidienne en Iran depuis la révolution, une chronologie de la situation iranienne, et enfin une présentation de l'itinéraire politique de Serge Bricianer.

Collectif Ab irato

11. Ibid.

Une étincelle dans la nuit

Idéologie et pouvoir religieux

LES ÉVÉNEMENTS de la révolution iranienne sont aujourd'hui suffisamment dans les mémoires pour qu'il soit inutile de les retracer ici¹. Notre investigation s'attachera donc essentiellement aux formes d'organisation qui l'ont caractérisée : d'une part, celles de la caste cléricale chi'ite et, accessoirement, de la militance dite « gauchiste » ; d'autre part, celles des comités d'usine et des comités de quartier dont la problématique sort évidemment du cadre de l'islamisme.

Le chi'isme diffère assurément du sunnisme sur de multiples points². Seuls deux d'entre eux nous intéresseront ici, le droit canon et l'attitude face au pouvoir :

a) partisan du « juste milieu », le sunnisme régulier est hostile à toute innovation doctrinale jugée outrancière. En effet, il repose sur le *fiqh*, qui a pour interprète qualifié le *faqih* (jurisconsulte). Il s'agit de la théologie appliquée, qui règle dans le détail les relations de l'homme avec Dieu et avec ses semblables. Le *fiqh* sunnite a été fixé de façon nor-

1. Pour une chronologie (1977-1982), cf. le dossier (extraits de livres et de revues) établi par la Documentation française, « Iran : aspects d'une révolution », *Problèmes politiques et sociaux*, 457 (en abrégé : PPS), 11 février 1983, p. 32-42.

2. Sur ces points de divergence, cf. Seyyed H. Nasr, *Islam. Perspectives et réalités*, Paris, 1975, p. 179-217 ; H. Laoust, *Les schismes dans l'islam*, Paris, 1983 (2^e éd.) ; et « Comment définir le sunnisme et le chiisme », *Revue des études islamiques*, XLVII, 1979, p. 3-17.

mative au IX^e siècle (III^e de l'hégire) par quatre grandes écoles juridiques réputées canoniques (écoles, ou rites, chaféite, hanafite, hanbalite et malékite). Il ne laisse donc aucune place à « l'effort de recherche personnelle » (*ijtihad*) ; muftis, faqihs, qadis (juges, religieux et notaires) et autres se référant ainsi à un corpus juridique intangible (ce qui leur laisse largement de quoi faire...);

b) le sunnisme régulier proclame la nécessité pour toute communauté d'obéir à un chef et voit dans « tout fait accompli un signe de la volonté de Dieu³ ». Il sera donc loyaliste à l'égard du pouvoir suprême à condition que son détenteur soit un bon musulman et n'ordonne pas d'enfreindre la loi divine (doctrine du califat). Dans la négative, après avoir tenté divers moyens de pression (prière, prêche, etc.), il appellera à la « révolte armée ».

Forme de conscience sociale, l'islam sunnite apparaît en ce sens plus comme un instrument de normalisation des conduites et des mentalités que comme une idéologie politique (dont les représentants se donnent à tâche non seulement d'abattre le détenteur du pouvoir, mais encore de transformer les institutions existantes. D'où aussi l'hostilité des oulémas envers la militance islamiste et ses visées politiques sans chemise théologique).

À l'inverse du sunnite, l'ouléma chi'ite est, dans certaines conditions, habilité à exercer l'*ijtihad* : Il lui est loisible de chercher dans les sources de la théologie et du droit canon (école djafarite) le fondement de ses décisions, encore qu'en fait il se borne la plupart du temps à consulter quelque « traité pratique ». Faut-il préciser que s'inspirant ainsi des principes coraniques, le droit imamique ne se sépare du sunnisme que sur des points particuliers, notamment un droit en général moins rigoureusement défavorable à la femme en ce qui concerne la répudiation et les règles successorales⁴. De toute façon, comme chez les sunnites et comme dans la justice civile, la vénalité des jurisconsultes religieux et des juges est chose courante.

Face aux autorités temporelles, le chi'isme iranien a eu pour tendance générale non le loyalisme mais le scepticisme : convaincu que les imperfections humaines se reflètent

3. L. Gardet, *La cité musulmane*, Paris, 1969, p.255.

4. Cf. Y. Linant de Bellefonds, « Le droit imamite », *Le Schiisme imamite*, Paris 1970, p. 195-198.

dans les institutions politiques, il s'en tient à l'écart, sans hésiter pourtant à faire énergiquement pression sur elles pour peu que soient mises en causes ses prérogatives en matière de droit, d'enseignement, de propriété, etc., comme ce fut le cas à partir de la moitié du XIX^e siècle⁵. Si le pouvoir temporel lui paraît suspect par nature, c'est qu'il existe à ses yeux une source d'autorité, quant à elle impeccable, infaillible, parfaite : l'Imam caché. En effet, le chi'isme duodécimain (du latin *duodecimus* : douzième) se réfère par excellence à un mythe fondateur de type millénariste : la figure de Mohammad al-Mahdi, le dernier Imam (Imam au sens de « guide suprême de l'Oumma » et non au sens d'imam « guide, desservant du culte »), qui, âgé alors de cinq ans, « disparut », « s'oculta » à la mort de son père (874/260 h.), le XI^e Imam. Cette occultation du XII^e Imam constitue le grand « mystère » religieux du chi'isme. Elle avait été annoncée par le Prophète en personne, à qui un hadith fait dire : « S'il ne restait en ce monde qu'un seul jour de durée, Dieu allongerait ce jour jusqu'à ce qu'il suscite un homme de ma descendance, dont le nom sera mon nom et le surnom, mon surnom. Il remplira la Terre de paix et de justice, comme elle aura été jusque-là remplie de violence et de tyrannie⁶ ». « Maître du temps » ainsi « prolongé », le XII^e Imam se trouve lui-même « entre les temps », y vit effectivement, d'une invisible présence, en attendant son retour au dernier âge du monde.

S'il demeure « caché », c'est que les hommes se sont rendus, par leur imperfection, inaptés à le voir. Mais il n'en éclaire pas moins, au moyen d'une révélation indirecte, les facultés raisonnantes de ses fidèles d'entre les fidèles, petite élite de docteurs de la Loi, les mojtahed, reconnus comme tels par consensus de leurs homologues à l'échelon régional. « En contact direct avec l'Imam⁷ », « spirituellement qualifié » par une maîtrise des sciences religieuses acquise au terme de longues, très longues études, le mojtahed (qui a droit au titre d'ayatollah) procède par un *ijtihad* ainsi convena-

5. Sur le chiisme iranien moderne et contemporain, cf. Y. Richards, *Le chiisme en Iran*, Paris, 1980.

6. Cité par H. Corbin, *En Islam iranien*, vol. IV, Paris 1972-1973, p. 304. Cf. aussi, dans ce même volume, les deux chapitres consacrés à l'hagiographie du XII^e Imam.

7. Seyyed H. Nasr (ex-directeur du secrétariat particulier de la chahbanou Farah Diba), *op. cit.*, p. 213.

blement éclairé. Il en tire une autorité considérable dans sa sphère d'influence régionale mais, pour autant, s'abstient d'exercer des fonctions directement gouvernementales, encore qu'il ait la faculté d'étendre le domaine d'application de la Loi. Aussi, pendant quelque quatre siècles⁸, et pour reprendre la formule d'un lettré, « dans la ligne du chah » les religieux duodécimains sont restés « plutôt observateurs de la scène politique que promoteurs de mouvements politiques⁹ ».

À ceux que pareille discrétion laissera sceptiques on proposera un autre facteur d'explication, hélas dépourvu des grâces de la théologie : nul ne prétend à ce qu'il possède déjà, en l'occurrence une part du surtravail social concédé par les autres segments de la classe dominante à cet instrument privilégié de normalisation des conduites et des mentalités : la caste cléricale. Car il s'agissait – et il s'agit toujours – d'une véritable caste, aux prérogatives institutionnalisées et largement héréditaires, attentive aux questions de généalogie (principe du seyyedat et du demi-seyyedat) traversée sans doute de clivages à dominante régionale ou de rivalités personnelles mais animée d'un esprit de corps et aussi d'hostilité à l'innovation. À la fin du siècle dernier, note une iranologue : « il existait chez les oulémas une forte tendance dynastique à la transmission des charges religieuses, surtout celles qui concernaient la gestion des biens *waqfés* [...] Nombre d'oulémas, vénaux, se livraient à la spéculation et à l'accaparement des denrées, ou, obscurantistes, s'opposaient à la diffusion de l'éducation¹⁰. » C'est surtout avec le Bazar qu'ils entretenaient d'étroits rapports, avec le Bazar, les bazaris, c'est-à-dire la classe du commerce et de l'industrie, les grands, peu nombreux – propriétaires de manufactures textiles, locateurs d'ouvrages en sous-traitance (tapis, meubles...), banquiers ou gros bonnets de l'import-export –, et la foule grouillante des petits revendeurs et marchands ambulants, savetiers, portefaix, dinandiers et

8. En fait les mojtaheds intervinrent volontiers dans la vie publique lors des périodes d'effacement du pouvoir central (aux XVII^e et XVIII^e siècles), allant alors jusqu'à remplir des fonctions de gouverneurs régionaux. Mais la dynastie centralisatrice des Qadjars (1794-1925) leur arracha progressivement ces attributions.

9. *Ibid.*, p. 205.

10. A.K.S. Lambton, « The Persian Ulema and Constitutional Reform », in *Le Schiisme imamite*, *op. cit.*, p. 250 et 261.

autres, groupés depuis le Moyen âge en guildes à caractère confrérique. Ces liens étaient de nature financière : « Le marchand devait recourir aux services de l'ouléma pour dresser et légaliser les actes de commerce. Un appel d'un dignitaire suffisait à entraîner la fermeture du bazar ou le boycottage de telle ou telle denrée. Et c'est en grande partie sur les marchands que les religieux comptaient pour le paiement de la *zakat* [une des dîmes islamiques, payable en espèces ou en nature]¹¹ ».

Autrement dit, il y avait les oulémas tuteurs (administrateurs) de biens *waqfés*, ou bénéficiaires d'une fraction de leurs revenus, et les mojtaheds, ayants droit à une part spéciale du *khoms* (autre dîme, également versée de la main à la main) c'était les plus riches. Tandis que certains religieux (enseignants coraniques, desservants du culte...) étaient pris en charge par l'État, dispensateur de bourses, ou par une communauté de fidèles ; d'autres encore vivaient des libéralités (parfois considérables) des croyants. Pour compenser ce que ces revenus pouvaient avoir d'aléatoire, il leur arrivait de cumuler quelques-uns de ces avantages. Des mollahs (bas clergé chi'ite) avaient aussi la ressource d'exercer diverses activités professionnelles : guérisseur, rebouteux, exorciste, astrologue, devin (utilisant des procédés comme la bibliomancie pratiquée à l'aide d'un Coran ouvert au hasard), écrivain public, épicier... Dans les régions rurales, où régnait toujours la pratique féodale du métayage, « bien des mollahs qui sillonnaient la campagne pour prélever leur redevance sur les récoltes, n'étaient que des charlatans¹² », adulant les riches et les puissants, durs aux humbles, cibles aussi de nombreuses satires.

Malgré l'inégalité de ces conditions, la caste sacerdotale formait un bloc mais elle souffrait d'une infirmité rédhibitoire face au pouvoir central et à sa propension à rogner ses attributions séculaires : les duodécimains ne disposait pas d'un appareil centralisé ; chez eux sévissait à plein le régionalisme inhérent à une société aux structures féodales, sans

11. *Ibid.*, p. 251.

12. Par exemple, le tenancier riziculteur devait les 2/5^e de sa récolte et fournissait le travail, la semence et deux bœufs pour le labour, sans compter ce qu'il lui fallait verser aux divers agents du propriétaire foncier (les droits d'eau, par exemple). On comprend donc la nécessité où il était de pouvoir compter sur une famille nombreuse, des bras multiples. Cf. P.Vieille, *La Féodalité et l'État en Iran*, Paris, 1975, p. 37

parler des querelles d'école et des rivalités de personnes. Un bloc tant qu'il s'agissait de mettre en valeur le capital de la Révélation et d'en empocher les dividendes, sûrement pas un « parti prêtre » quand il devenait nécessaire de réagir dans l'unité, avec audace et détermination.

Rabâcheurs, rapaces, rétrogrades, les hommes de religion l'étaient certes le plus souvent, mais à l'image de leurs ouailles. Qui plus est en dépit de leurs multiples déficiences, ils « jouissaient d'un respect plus grand que celui qu'on accordait aux autres classes, et leurs dignitaires faisaient en sorte de défendre le peuple contre les exactions ; c'est vers eux qu'on se tournait pour trouver protection et directives¹³ ». Comme quoi le « peuple », la classe dominée, est amenée par la force des circonstances à déléguer son pouvoir de pensée et d'action à des intercesseurs spécialisés : par quoi aussi la forme de conscience spiritualiste rejoint, toutes distances prises par ailleurs, la forme de conscience positiviste, syndicaliste et partidaire.

L'intrusion du capital étranger (anglais et russe) vint cependant, du moins dans les grandes villes, porter une première atteinte à ce style de vie médiéval. Soucieux de préserver le statu quo les ayatollahs lancèrent alors campagne d'opinion sur campagne d'opinion, un mouvement appelé à culminer en mars 1890, quand le chah concéda le monopole des tabacs à une compagnie britannique. Le grand mojtahed de l'époque l'ayatollah Chirazi, installé en Irak, rédigea¹⁴ un mandement proclamant : « User de tabac, sous quelque forme que ce soit, c'est entrer en guerre contre l'Imam du Temps. » Le pays cessa de fumer, de priser et de chiquer, et le monopole contesté fut aboli (décembre 1891). Plus important encore, ces campagnes d'opinion scellèrent une alliance cette fois politique entre la caste cléricale, les bazaris et aussi les milieux d'intellectuels occidentalisants, tandis que se distendaient les liens existant jusqu'alors, sinon avec le Palais, du moins avec la haute bureaucratie. Événements qui ne devaient pas rester sans lendemain.

C'est un peu plus tard en effet que s'ouvre la période connue sous le nom de « révolution constitutionnelle »

13. A.K.S. Lampton, « Persia : Breakdown of a Society », *The Cambridge Encyclopaedia of Islam*, vol.1, Cambridge, 1970, p. 463.

14. À l'instigation notamment de l'ouléma salafi Afghani, dont un disciple devait peu après (1^{er} mai 1896) assassiner Nassereddine chah.

(1905-1911). L'aile marchante des duodécimains s'engage alors à fond, à la suite des libéraux et des socialistes, dans ce mouvement (soutenu par l'Angleterre en 1905-1906) qui exige, par l'émeute, la mise en place d'institutions parlementaires. Certains oulémas ne voient certes pas d'un bon œil tout ce charivari : à quoi bon une constitution, œuvre humaine donc imparfaite, quand la Loi divine suffit et que, de surcroît, ce texte proclame l'égalité de tous devant la loi civile : l'époux et l'épouse, le savant et l'ignare, le musulman et l'infidèle!¹⁵ Mais c'était là prêcher dans le désert, car la plupart des religieux n'avaient cure en vérité d'une démocratie à l'occidentale : ils voulaient, d'une part, mettre un frein à un absolutisme appliqué à restreindre leurs prérogatives et, d'autre part, en prenant le train en marche obtenir un droit de veto sur toute loi présente ou future grâce à la Constitution.

Droit de veto que leur accorda un « complément à la loi constitutionnelle » (promulguée à la fin de 1906). Aux termes de l'article 2 du Complément, un comité d'au moins cinq oulémas chi'ites, « ayant une connaissance des exigences de l'époque » soumettrait les noms de vingt personnes au Majlis, lequel en désignerait au moins cinq comme ses membres à part entière. On aurait ainsi un comité chargé « d'écarter les règles contrevenant aux principes sacrés de l'islam ». Ces dispositions ne pourraient être sujettes « à aucune modification jusqu'à la réapparition de l'Imam du Temps¹⁶ ». Mais elles ne furent jamais appliquées, malgré la présence sur les bancs du Majlis de nombreux oulémas (du moins jusqu'au règne de Reza chah). Quant à la Constitution, elle fut abrogée (1908) par un nouveau chah, poussé en l'occurrence par ses conseillers tsaristes. Il s'ensuivit un état d'insurrection larvée qui aboutit à la déposition du souverain et au rétablissement de la loi constitutionnelle.

Entre-temps était survenu un événement d'une tout autre portée : la signature, le 31 août 1907, d'une convention anglo-russe partageant la Perse en deux sphères d'influence : le Nord – avec le caviar et l'astrakan à boucles « cigarettes » – à la Russie, le Sud – avec le pétrole – à la Grande-Bretagne qui coupait ainsi la première l'accès aux

15. Cf. Y. Richard, *op. cit.*, p. 53-54

16. Cf. le texte du Complément, in M. Mozafari, *L'Iran*, Paris 1978, p. 249.

mers chaudes, la partie médiane restant ouverte à la pénétration des deux puissances. Et, en 1909, l'Anglo-Persian Oil Co., disposant d'une raffinerie toute neuve à Abadan, et dont l'Amirauté britannique allait bientôt détenir un paquet d'actions majoritaire, se voyait, après quelques péripéties, octroyer la concession de l'extraction pétrolière.

En optant pour la contestation, les duodécimains faisaient front – assure-t-on – à « l'envahissement politique et économique de l'Occident, pour qui l'islam représentait une barrière¹⁷ ». Barrière, la religion ? Telle est en tout cas la thèse, soutenue dans une autre période historique, par le grand mojtahed Rouhollah Khomeiny : « L'Amérique, disait-il en octobre 1964, considère le Coran et l'islam comme dangereux pour elle et veut les écarter de sa route ; l'Amérique considère les religieux musulmans comme un obstacle sur son chemin¹⁸. » Mais les métropoles coloniales n'ont-elles pas montré à suffisance qu'elles toléraient très bien l'islam en tant que tel, et savaient combler d'avantages marabouts, oulémas et autres maulanas accommodants ? Et la véritable barrière à l'expansion du capital n'est-elle pas en définitive le capital lui-même, c'est-à-dire le critère du profit ? Dès lors, on a ce corollaire spécifique : en Iran, la pénétration du capital ne concernait que des domaines particulièrement rentables, ainsi soustraits à ce qui tenait lieu de bourgeoisie nationale. Les rivalités entre puissances eurent certes une part non négligeable dans les événements de la « révolution constitutionnelle », de même que l'effet de déstabilisation inhérent n'importe où à toute poussée du capital. Mais il s'agissait aussi des premières grandes convulsions d'une société traditionnelle minée depuis longtemps de l'intérieur au moins autant qu'ébranlée de l'extérieur : une société d'Ancien Régime, avec affermage des taxes et vénalité des plus hautes charges administratives, mais où le pouvoir autocratique était incapable de se donner un véritable potentiel militaire ou de créer un embryon de réseau routier, tandis que les féodaux se mettaient déjà à employer les revenus du sol à des fins plus immédiatement lucratives (élevage, immobilier, spéculation...), [donnant lieu à] de multiples manifestations.

17. Y. Richard, *op. cit.*, p. 57.

18. Cité par R.P. Mottahedeh, « Une dépendance humiliante », *PPS*, p. 12.

Quoi qu'il en soit, le nouveau régime devait connaître bien des avatars : retrait de la Russie bolcheviste et généralisation de la tutelle anglaise, chasses aux communistes, luttes de camarillas et assassinats en tous genres, putschs (libéraux ou nationalistes) manqués ou réussis. Le dernier de ces putschs (20 février 1921) met sur la voie du pouvoir suprême un soldat de fortune, le colonel Reza khan, des Cosaques de la garde, désireux d'instaurer une république, mais qui y renonce devant l'opposition des duodécimains, horrifiés par les méfaits laïcs du républicain Ataturk. Qu'à cela ne tienne ! Reza certifie (1924) qu'une république est « contraire aux principes de l'islam », ce qui lui vaut la caution des oulémas¹⁹. (Il avait déjà celle de l'Angleterre qui souhaitait avoir un « interlocuteur valable » au lieu et place d'un personnage falot comme le chah en titre.) L'année suivante, Reza proclame la déchéance de Ahmad chah et se fait élire souverain héréditaire par une assemblée constituante.

Presque tout de suite, dans la ligne de réformes déjà entamées ou projetées par la haute bureaucratie, les coups pleuvent sur les saints hommes. C'est d'abord le transfert de fait aux tribunaux civils de compétences jusqu'alors réservées aux juges religieux, lesquels n'ont plus à connaître que des affaires de mariage et de divorce (le statut personnel est maintenu) et de la nomination des tuteurs de fondations pieuses. C'est ensuite l'introduction de l'enseignement à l'occidentale réservé d'ailleurs aux rejetons des riches. Puis l'interdiction du pantalon bouffant national et du turban pour les hommes, du voile et de la claustration pour les femmes. Autant de mesures – entrées dans les mœurs ou non – dénoncées par les oulémas et autres mollahs avec la véhémence qu'on devine. Mais, les laissant s'égosiller, Reza chah, prince cupide, déclare biens de la Couronne ou fait vendre au bénéfice du Trésor public quelques-uns de ces *waqfs* qui, en 1930, couvraient 15 % de la surface cultivable du pays.

Successeur de Reza, déchu de son trône par les Alliés (1941), le dernier chah poursuit sur la même lancée. D'un côté, sans doute, il entretient les meilleurs rapports avec nombre de mojtaheds « entrés dans l'*establishment* de la

19. Notons que la prise de Médine (1925), où est censée se trouver la tombe de Fatima, fille du Prophète et mère de Hassan le Martyr, déclenche en Iran une grève générale.

même manière que les oulémas sunnites dans les pays sunnites²⁰ », et cherche par son exemple ostentatoire à encourager la religiosité apolitique, chère aux mollahs quiétistes, confits dans cette attente passive qu'encourage souvent une foi millénariste, et toujours la crainte du changement. Mieux encore, à son retour d'exil dans les bagages de la CIA américaine (1953), il verra se rallier à sa personne les hommes de religion. Ceux-ci avaient pourtant emboîté le pas à l'un des leurs, le très réactionnaire ayatollah Kachani, président du Majlis et ferme partisan, dans un premier temps, de la loi portant nationalisation de l'Anglo-Iranian mise en œuvre par le Premier ministre Mossadegh (1951). Un revirement dû à la poussée du parti communiste Toudeh (opposé à une nationalisation qui ne faisait pas la part assez belle aux intérêts soviétiques), au marasme des affaires engendré par la décision des pétroliers de cesser les enlèvements, mais aussi aux intentions laïcisantes prêtées à Mossadegh – un pieux musulman cependant.

D'un autre côté, le chah et l'administration impériale allaient multipliant les ingérences dans la vie religieuse, à des fins politiques aussi bien qu'affairistes. Un cas qui fit grand bruit fut l'affaire du mausolée de Fatemieh (Fatima, l'un des modèles féminins de la dévotion chi'ite, fille du VII^e Imam, Moussa al-Kassem, et sœur du VIII^e, Ali al Reza), un sanctuaire sis à Qom, ville sainte et foyer de la contestation duodécimaine. Le complexe religieux avait pour « gardien » – sous ses ordres des centaines de personnes – le rejeton d'une dynastie d'oulémas titulaire de cette charge lucrative depuis sept siècles. A Fatemieh, comme dans la plupart des lieux saints (pas seulement musulmans!), les pèlerins se pressent pour acquitter diverses taxes, faire des offrandes, acquérir des objets (flacons d'eau sacrée, amulettes, etc.); en outre, le cimetière attenant au sanctuaire est l'un des plus courus du pays : on y paie un prix fou le privilège d'être enterré aux côtés d'illustres personnages dont le voisinage est réputé devoir faciliter les choses au Jour de la Résurrection. D'autorité, le pouvoir donna congé à l'ouléma et aux siens et leur substitua un laïc bien en cour. À Machad, où Reza chah s'était approprié la charge de Gardien du sanctuaire de l'Imam Reza, le lieu de pèlerinage le plus fréquenté d'Iran,

20. Y. Richard, *op. cit.*, p. 41.

son fils délégua cette fonction au gouverneur de la province, un général qui, non content de puiser dans les caisses à l'instar de ses prédécesseurs, se livra aux joies fructueuses de l'urbanisme sauvage, laissant contre argent déshonorer par d'affreuses bâtisses les alentours du site sacré...

Sur les conseils des experts détachés auprès de lui par le gouvernement américain (militaires, mais aussi sociologues, économistes...), le chah prit au fil des ans toute une série de mesures, la « révolution blanche », lesquelles comprenaient entre autres l'octroi aux femmes du droit de vote, au grand dam des religieux arguant que, selon la Révélation, il revient aux hommes et à eux seuls d'élire les chefs. Mais la coupe fut pleine quand le chah décida (1962) de couronner sa « révolution blanche » par une réforme agraire, dont on comprendra l'ampleur quand on saura que la catégorie des propriétaires de 100 hectares et plus représentait alors 0,2 % de la population rurale mais détenait 33,8 % des terres annuellement mise en culture. La réforme aboutit en fait à démanteler la propriété foncière de type féodal, dont les détenteurs sont invités à investir leurs indemnités dans l'industrie, et à substituer à ces derniers une classe de petits propriétaires (paysans déjà pourvus ou en possession de droits de tenure), classe appelée à devenir l'une des assises du régime. En outre, elle met en place toute une bureaucratie de techniciens et de fonctionnaires du « développement rural » et encourage la création de groupes « agro-industriels » privés et de sociétés agricoles anonymes contrôlées par l'Administration²¹. Les oulémas grands propriétaires et les mollahs composant la clientèle des féodaux se sentent évidemment lésés. Qui pis est, la loi dispose que les métayers cultivant les terres

21. Cf. P.Vieille, « Impérialisme, absolutisme, réforme agraire », in P.Vieille et A.H. Bani-Sadr (édit.), *Pétrole et violence*, Paris, 1974, p. 17-63.

En marge de son manuscrit, Serge Bricianer avait ajouté cette note, extraite de L'Afrique étranglée de René Dumont (Paris, 1980) : « Les paysans irriguants du Khouïstan iranien, que le gouvernement du chah avait expulsés de leurs petits réseaux d'irrigation, qu'ils cultivent depuis des siècles, au profit de grandes sociétés, lesquelles remettaient gracieusement au ministre de l'Agriculture ou à la famille royale une part notable de leurs actions. Chassés de leurs terres, seul un dixième d'entre eux retrouvèrent du travail sur les grandes fermes installées à leur place, du reste souvent mal cultivées. Les autres se retrouvèrent surtout dans les quartiers pauvres du sud de Téhéran, sans travail ou presque. N'ayant plus rien à perdre, ils ne craignirent pas d'affronter l'armée du chah et contribuèrent à sa perte. »

Cet extrait était suivi de cette phrase manuscrite : « Le régime impérial visait à émanciper les femmes par décrets portant notamment droit de vote et, plus important encore, droit de demander le divorce. »

attachées aux fondations pieuses (quelque cent mille paysans) jouiront désormais d'un bail emphytéotique. Et ces mesures sont massivement approuvées par référendum, le 26 janvier 1963 : plus de 5 votants sur 6 !

Aussi, opérant un déplacement caractéristique de la pensée idéologique, le mojtahed Khomeiny fait glisser son discours contestataire d'un plan de réalité (le train de réformes) à un autre plan de réalité (la soumission du pouvoir impérial à des intérêts étrangers et son affairisme tentaculaire). Dès lors, il devient le coryphée de l'opposition dans un pays en proie depuis trois ans à la crise économique (la « révolution blanche » était aussi une diversion), où les multinationales américaines font la loi et où leurs représentants sur place promènent partout leur arrogance. Pour en finir avec le rebelle, le pouvoir envoie (juin 1963) un commando de parachutistes et de savakis²² s'emparer de sa personne. L'ayatollah réside alors à la medersa Faydida à Qom, où il enseigne la théologie ; ses étudiants s'indignent, le ton monte de part et d'autre, le commando tire (24 tués). Pendant trois jours, les grandes villes voient déferler les manifestations de protestation, auxquelles s'associent les démocrates ex-partisans de Mossadegh ; l'armée réprime (plus d'un millier de morts et de blessés graves). Le gouvernement supprime les bourses allouées aux mollahs activistes, la Savak les traque, les jette en prison, eux et leurs proches, les soumet à la torture ; c'est le reflux.

Mais les mêmes causes (le terrorisme d'État, la corruption agressive, la tutelle impérialiste) continuent d'engendrer les mêmes effets (la haine du régime). Il se constitue dans l'ombre, à l'insu de tous – pouvoir, Savak, CIA, mais aussi le clergé engagé – un véritable parti prêtre, la résultante d'un demi-siècle d'évolution contrainte et forcée : non pas un parti politique organisé, mais, pour ainsi dire, label d'agitation : l'Iran compte en effet 180 000 religieux de toutes catégories (dont quelques 1 200 mojtaheds)²³ et 60 000 étudiants en théologie²⁴ ce qui, avec leur parentèle proche ou

22. Membres de la Savak, acronyme désignant les « forces de sécurité ».

23. Chiffres à mettre en regard de « l'armée de 30 000 à 40 000 curés de campagne » que nourrissait, à population équivalente, la France plus riche de 1850 (Cf. le discours du comte de Montalembert à l'assemblée législative le 16-1-1850 réimprimé in *Le Monde*, 22-23 avril 1984.) ; Sieyès, en 1789, évaluait à quelque 81 400 « le nombre total de têtes ecclésiastiques » dans le royaume de France.

24. Source : P. Balta et Cl. Rulleau, *L'Iran insurgé*, Paris, 1979, p. 152-153.

lointaine, fait vraiment beaucoup de monde ! Certes, la majorité d'entre eux est encore quiétiste, mais, d'un autre côté, il y a l'énorme vivier que constituent les bazaris (rien qu'à Téhéran ils sont 400 000 sur 5 millions d'habitants !)

Pourtant, ce formidable potentiel va rester à peu près inerte des années durant. Un effet de l'essor économique qui se dessine à partir de 1965 ? Sans doute. Mais surtout la caste cléricale souffre d'un mal profond : ses quelques activités si peu que ce soit douées d'utilité sociale (fonds de bienfaisance, médecine traditionnelle, enseignement coranique, gestion des waqfs) cèdent la place à des techniques et à des organismes moins archaïques. Il n'est pas jusqu'à ce rôle d'intercesseur, que lui reconnaissent ceux qu'elle se plaît à appeler les « déshérités », qui ne soit battu en brèche : le pouvoir lui interdit en effet de fonctionner comme représentation politique, par le canal parlementaire ou par la rue, et comme représentation d'intérêts, par le canal des pressions sur l'Administration. Bref, ce sera la force des choses qui l'amènera à se découvrir une vocation nouvelle.

Des années durant, le parti prêtre, qui n'en peut mais, devra s'en tenir à la piété doloriste inhérente aux formes de culte chi'ite, ces jours de tristesse et de deuil consacrés aux Imams trahis ou assassinés, ces veillées de lamentations, ces processions de flagellants. Dans ses rangs, on verra l'attention se tourner petit à petit vers des penseurs qui manient une imagerie émotive tirée du passé, sans doute, mais actualisée, et qui l'associent à des perspectives politiques. Les plus influents de ces penseurs ne sont autres que le sociologue Ali Chariati et l'ayatollah Rouholla Khomeiny.

Ali Chariati (1933-1977). Fils d'un enseignant coranique, Chariati n'ignore assurément pas les sources religieuses, mais il a aussi acquis une formation moderne au cours d'un séjour de cinq ans à Paris, où il mène une activité d'oppositionnel militant au régime impérial (il y traduit en persan les *Damnés de la terre*, de Franz Fanon). L'une de ses idées de base, qu'il développe à l'occasion de causeries²⁵ réformistes salafiya d'autrefois : ressourcer la foi, l'épurer du ritualisme, de la Piété doloriste. Allant néanmoins plus

25. Ces causeries valurent à Chariati, qui avait déjà goûté des geôles iraniennes à son retour de France, d'être arrêté, torturé et jeté en prison pour dix-huit mois ; il n'en sortit que pour aller mourir en exil, à Londres.

loin, Chariati expose qu'il s'agit non d'attendre passivement le retour de l'Imam, mais de le préparer activement. D'où un appel à affronter dès aujourd'hui l'ordre établi, – dont la religion institutionnalisée, le « chiïsme de l'idéologie dominante » et son quiétisme n'est qu'un des aspects –, autant qu'à combattre l'aliénation, la déculturation consécutive à la pénétration idéologique de l'impérialisme. Y contribue de son côté le marxisme, « autre illusion occidentale » dont Chariati entreprend de réfuter le principe désagrégateur de la lutte des classes, qui fait du monde un lieu de conflits. A quoi il oppose une dialectique du *chirk*, élément matérialiste de la nature humaine et fondement de la présente société d'Injustice, et du *tohid*, (l'esprit divin qui, selon le Prophète, habite l'homme tout entier), pensée de l'unicité Créateur-Créature et fondement d'une société de Justice.

Cette analyse à visée sociologique qui, après force éclaircissements philologiques dans la tradition islamique, emprunte sa terminologie au Coran et à d'autres sources religieuses, Chariati l'étendra, par exemple, à la condition féminine, opposant cette fois l'image de Fatima, prototype « radieux » de la femme musulmane, à l'image de la femme objet de style occidental. Deux reconstructions passablement imaginaires et qui, comme les deux concepts précédents, échappent à toute détermination concrète. Et il en est de même quant à l'idée de la société à faire naître, idée qui procède de la notion classique de consensus communautaire : c'est à l'Oumma, dit en substance Chariati qu'il appartient, sous la conduite de ses imams (au sens de bons chefs religieux), de se guider dans les voies de Dieu, celles de l'unicité et de la perfection enfin retrouvées²⁶. Tentative de réconcilier la tradition avec un militantisme islamique, c'est bien là une vision née dans une société où l'antagonisme des classes n'a pas, ou pas encore de façon distincte, donné lieu à ces grandes conflagrations sociales, dont les révolutions anglaise et française des XVII^e et XVIII^e siècles demeurent le modèle classique.

Rouhollah Khomeiny (1902-1989). Issu d'une dynastie d'oulémas grands propriétaires fonciers, Khomeiny ne

26. Cf. A. Chariati, *Histoire et destinée* (préface de J. Berque), Paris, 1952 ; et aussi : H. Algar, « Sources et figures de la révolution islamique en Iran », *Le Débat*, n° 14, juillet-août 1981, p. 54-76 (en particulier p. 70-76).

se distingue pas seulement de Chariati par le fait qu'il n'a pas reçu de formation occidentale – et donc ne se pose pas en sociologue, en positiviste –, mais aussi par le fait qu'on ne trouvera pas chez lui l'ombre d'une critique des formes du culte chi'ite, même s'il lui est arrivé de fustiger les mollahs quiétistes. Au contraire, ses ouvrages de piété notamment, fourmillent classiquement de recommandations touchant jusqu'aux aspects les plus triviaux de l'existence. Et, dans les années 30 et 40, il a stigmatisé comme des « imitateurs du wahabisme » arabe les réformistes religieux : un Kasravi (assassiné en 1946 par des islamistes), qui s'en prenait aux pratiques lucratives des oulémas, au quiétisme, aux divagations ésotéristes, et prônait une religion nouvelle, épurée de ses mystères ; un Chariat Sangeladji, qui mettait en cause la sacro-sainte croyance au retour de l'Imam. De même, toujours à cette époque, condamnait-il les sunnites, prêts à voir dans les pires tyrans « des autorités ayant la sanction divine ».

Condamnation que, lui, il portait – et avec quelle véhémence ! – contre Reza chah : « Tous les textes législatifs, écrivait-il alors en 1941, adoptés par son Majlis [Reza interdisait aux religieux d'y siéger], doivent être effacés et brûlés. Toutes les idioties sorties du cerveau de ce soudard illettré sont des ordures, et seule la Loi de Dieu prévaudra et surmontera les ravages du temps. » Car, « personne, sauf Dieu, n'a le droit de gouverner quelqu'un ou de légiférer, et la raison suggère que Dieu lui-même doit former un gouvernement pour le peuple et légiférer. Les lois ne sont que les lois de l'islam. » La Loi divine permet en effet de régler comme il convient la vie publique et la vie privée : gouvernement, administration centrale, commandement militaire, code civil et droit pénal... Quant à la constitution du pouvoir de Dieu, Khomeiny faisait à cette époque la proposition suivante : « Nous pourrions instituer une assemblée réunissant de pieux mojtaheds, qui connaissent la Loi divine, soient justes, exempts de tentations et d'ambitions, et ne désirent que le bien du peuple et le respect des lois de Dieu. Ces religieux éliraient un sultan juste, qui ne désobéirait pas à la Loi divine, ni ne pratiquerait l'oppression, et ne porterait atteinte ni à la propriété des personnes, ni à leur vie, ni à leur honneur [...] De même pour le Majlis, pourquoi ne serait-il

pas composé de pieux *faqih*s ou placé sous leur contrôle²⁷ ».

Nettement inspiré du Complément à la loi constitutionnelle de 1906, ce projet en étend toutefois considérablement le champ d'application. Et Khomeiny l'élargira encore par la suite. En effet, dans les conditions ainsi fixées, il est clair que, le sultan étant tenu de consulter sur toutes choses les juristes religieux (*faqih*s), seuls ces derniers exercent en fait le pouvoir. À eux donc de gouverner en l'absence de l'Imam du Temps, et cela à son omnisciente image ; c'est en eux que le peuple, par définition imparfait, trouvera le modèle parfait, le modèle à imiter. Il ne manque à cet édifice qu'une pierre, mais la clé de voûte. Ce sera, en 1971, la notion de « gouvernement islamique », de « vice-régence du jurisconsulte » (*velayaté-faqih*) : « Il n'y a aucune différence, précise alors Khomeiny, entre la désignation d'un tuteur de mineur et celle d'un tuteur de tout un peuple. C'est comme si l'Imam désignait quelqu'un pour la garde des enfants²⁸. »

À qui se récrierait ici on ferait observer que la compétence que s'arroge ainsi le *faqih* vaut pour le moins autant que la compétence reconnue à nos politiciens de carrière, patrons et autres cadres supérieurs, bref, à la compétence reconnue à nos propres maîtres. Cette compétence, en tout cas, Khomeiny, dans le domaine qui est le sien, la conquête et l'organisation du pouvoir d'État, en a donné la preuve. C'est avec minutie en effet qu'est tracé son « programme de combat » visant à « créer un courant social », à faire en sorte que « les masses conscientes, pieuses et intègres s'organisent progressivement en un mouvement islamique » ; c'est dans le détail qu'il incite les prédicateurs à transformer les cérémonies publiques en autant de manifestations contre le régime, à utiliser la prière du vendredi et les autres assemblées pour faire de l'éducation politique²⁹. Et lui-même paie de sa personne, par la parole avant tout : des discours violents, sans concessions, et qui, enregistrées sur cassette, atteignent un auditoire allant grandissant. Il y expose d'une façon simple, directe, efficace, une doctrine de pouvoir accessible à tous puisqu'elle repose sur des principes connus et admis

27. Citations tirées de A. Tabari, « Islam et gouvernement : les thèses khomeinistes » et de S.A. Armojand, « Chiisme et mobilisation des masses » in PPS, p. 15-18.

28. Cf. R. Khomeiny, *Pour un gouvernement islamique*, Paris 1980, p.52.

29. *Ibid.*, p. 113-137.

par tous : la soumission à Dieu, et non à un pouvoir usurpateur, corrompu, à la dévotion de l'étranger ; une vie familiale décente ; une justice équitable, conforme aux commandements de Dieu ; des gouvernants enfin honnêtes, menant une existence frugale et pieuse.

Au premier rang des fidèles de l'ayatollah et des prédicateurs engagés figurent non seulement les petits bazaris, repoussés à la périphérie du marché, mais aussi les populations déracinées, marginalisées, des bidonvilles et autres espaces squattés, qui n'ont plus que la foi et les traditions culturelles pour maintenir la pérennité d'un ordre familial battu en brèche³⁰. Les associations religieuses se mettent à proliférer : guildes à vocation confrérique (tailleurs, gardiens de hammam, marchands ambulants, etc.), natifs de telle ou telle ville, congrégations des quartiers pauvres, placées sous l'invocation de tel ou tel Imam ou saint. En 1974, on en comptera 12 300 dans le pays, dont 1 800 rien qu'à Téhéran. Un mouvement analogue se dessine aussi dans la bourgeoisie intellectuelle (ingénieurs, médecins, universitaires, étudiants). Autre indice de la poussée de religiosité : l'augmentation du tirage des périodiques duodécimains et celle du pourcentage de titres religieux sur l'ensemble des livres publiés chaque année, lequel fera plus que tripler en vingt ans (1954-1974). Toutefois, il s'agit surtout de rééditions du Coran et de ces ouvrages de piété que Chariati condamnait si vivement. Pour diffuser leur propagande, les prédicateurs engagés recourent au prêche, au tract, à la manifestation de rue et, surtout, aux cassettes préenregistrées (en 1974, on dénombre 16 centres d'enregistrement et de distribution de cassettes)³¹.

De son côté, le pouvoir cherche à mobiliser les masses à son profit. Il y réussira, du moins sur le papier. Après les émeutes de 1963, il interdit les partis politiques et les remplace par un parti unique, l'Irané Novin (1963-1975), auquel l'adhésion est obligatoire et collective ; son « organisation ouvrière » réunit 247 syndicats et 654 000 membres. Refondu avec le concours de transfuges du Toudeh et de

30. Un chercheur iranien note à propos de ces « paysans dépaysannés » : « Avant tout, la valorisation du voile tend à resserrer les liens hiérarchiques dans la famille, menacés de destruction par l'ancien régime. » Cf. F. Khosrokhavar, "Hassan K., paysan dépaysanné parle de la révolution iranienne", *Peuples méditerranéens*, n° 11, avril-juin 1980, p. 11.

31. Cf. S.A. Armojand, *art. cité*.

quelques ayatollahs, l'Irané Novin devient le Rastakhiz (plus de 5 millions d'adhérents à la fin de 1976), lequel met sur pied des escouades de jeunes préposés, en temps d'inflation, au contrôle des prix (ça ne dure pas longtemps : les jeunes saccagent les supermarchés, mettent les bazaris à l'amende, etc.) ou des groupes d'étudiants et d'ouvriers manipulés par la Savak et chargés de disperser les assemblées jugées séditeuses par les autorités et qui se tiennent en général dans les mosquées et les madrasas (que le pouvoir fait fermer à l'occasion). Dans les campagnes, les paysans se servent parfois du parti unique pour appuyer leurs revendications auprès de l'administration. Mais tout cela ne fait pas une véritable organisation de masse, un genre de mafia, tout au plus. Aussi la dissolution du Rastakhis, le 30 octobre 1978, a-t-elle lieu dans l'indifférence générale.

Une étincelle met le feu à la plaine

Depuis le milieu des années 60, l'Iran a connu une croissance accélérée, devenue vertigineuse après le quadruplement de la rente pétrolière (5,6 milliards de dollars en 1973, 22 en 1974). Du moins à croire des pourcentages qu'il est inutile d'aligner ici puisqu'ils s'appliquent à des données de départ très basses, sinon inexistantes, s'agissant d'industries créées pour ainsi dire *ex nihilo* (montage d'automobiles, par exemple). Qui dit rente pétrolière, dit par là même élargissement des prérogatives de l'État, qui encaisse la rente et en répartit le montant. Du coup, cette répartition n'est plus réglée par le marché, le critère de rentabilité, mais – du moins en grande partie – par des critères politiques et aussi par le népotisme et la concussion. Nulle part au monde, sauf dans les pétro-émirats, cet état de choses n'a approché les sommets qu'il a atteint dans l'Iran impérial. Un observateur sur place décrit ainsi le processus, avec l'exemple du ministère du Plan, chargé de « déterminer les grandes priorités » : « Comme, en dernier ressort, le chah ou la cour étaient les décideurs, les fonctionnaires s'employaient à deux activités. La première consistait à fausser les statistiques et les rapports dans le sens voulu par le pouvoir. La seconde, plus lucrative, essayait de mettre ce ministère en position de répartiteur du budget.³² » De tous côtés,

32. J. Vernoux, *L'Iran des mollahs*, Paris 1981, p. 7-8.

on empoche des commissions proportionnelles à la situation hiérarchique. Résultat : on se paie une chaîne de montage d'hélicoptères Bell alors que les crédits alloués à l'industrie électrique, détournés vers d'autres secteurs ne sont pas complètement utilisés, d'où des pannes de courant journalières en 1977, le pays ne disposant en 1978 que du quart de l'énergie dont il a besoin³³. Afin de remédier à cette carence, on envisage la construction de vingt centrales nucléaires (deux seront, en définitive, mises en chantier), les membres de la famille impériale étant appelés à recevoir des commissions allant jusqu'à 20 % du montant des contrats (négociés avec Framatome et Siemens)³⁴. Rien d'étonnant si la fortune de la famille régnante, la « multi-impériale », laisse loin derrière elle les trésors fabuleux des *Mille Nuits et Une Nuits*!³⁵

Trait classique des États sous-développés, le profit personnel immédiat commande tout, mais, en Iran, cela va jusqu'à délaissier la construction de routes, d'installations portuaires, d'entrepôts, ce qui crée une foule de goulets d'étranglement. Les crédits manquent pour les aciéries d'État (usines clés vendues clés en main par des firmes soviétiques ou ouest-européennes), qui ont une capacité de 1 million de tonnes par an face à une consommation estimée à 4-5 millions de tonnes en 1977³⁶; celle-ci sera donc couverte par des importations : encore des pots de vin à toucher ! Plutôt que de développer l'agriculture on procède à des importations massives de denrées alimentaires (plus de la moitié de la consommation nationale !), avec baisse concomitante du revenu agricole, tandis que le quart seulement des crédits alloués au logement est d'origine publique, ce domaine attirant à lui seul 41 % de l'investissement privé national³⁷ : ici, les palais immenses, de style baroque, des quartiers résidentiels ; là, les logements surpeuplés ou les bidonvilles, des squats que les autorités, par souci d'hygiène, font régulièrement démolir ou incendier. Des pratiques déjà anciennes, tant elles sont inhérentes à la

33. *Ibid.*, p. 14 et 24.

34. A. Chevallier, « Iran : une menace pour l'Opep », *Économie prospective internationale*, 1982 ; repris in *Problèmes économiques*, n° 16, février 1983, p. 18.

35. Voir les tableaux dressés d'après la liste établie par le comité de grève de la banque centrale d'Iran, in P. Balta et Cl. Rulleau, *op. cit.*, p. 295-305.

36. Behrang (Cedetim), *Iran : le maillon faible*, Paris, 1979, p. 211.

37. A. Chevallier, *art. cit.*, p. 20.

combinaison de régime autocratique, de pouvoir bureaucratique et d'affairisme : un barrage élevé en 1962 ne peut mettre en valeur que 25 000 hectares sur les 95 000 prévus, faute d'avoir construit un réseau d'irrigation ; mais près de 40 000 familles auront été expulsées, l'exploitation des terres étant concédée à quatre géants de l'agro-industrie³⁸. Des pratiques anciennes, donc, mais que la manne pétrolière va faire croître et multiplier...

Dans pareil cadre, les chiffres concernant le bond fantastique du PNB par tête (de 556 dollars en 1973 à 1 400 en 1975 et à 2 400 en 1978) n'ont guère de signification. Les disparités de revenus sont en effet démesurées. Et, pour bonne part (36,5 % du budget en 1976), le produit national sert à entretenir l'armée et la gendarmerie, sous étroite dépendance américaine (matériel et instructeurs), autant qu'à satisfaire une fringale d'armements, et cela à un point tel que le *New York Times* peut écrire le 15 mars 1975 que les achats iraniens d'armes et autres marchandises américaines sont « les échelons qui permettront de nous hisser hors de la récession³⁹ ». (On sait qu'un raisonnement identique a conduit les dirigeants occidentaux à s'accommoder volontiers de la hausse des prix pétroliers.) Mais l'armée ne se borne pas à exhiber son beau matériel à l'occasion des revues ou à servir d'arme dissuasive dans les rapports internationaux ; elle quadrille le pays et tire à la demande. Des officiers en mission ou à la retraite sont en poste dans les administrations, les entreprises, les universités ; on les voit prendre en charge la justice, le développement rural. Bref, le pays tend à être organisé sur le modèle militaire⁴⁰.

Il y a là une caporalisation qui, d'une certaine façon, perpétue, dans les relations interhumaines, un ordre quasi médiéval, un ordre qui entretient des conduites de soumission – non pas tant à un régime agressivement inique, mais à une puissance supérieure, toute équité : l'Imam, Dieu. Un ordre « féodal », voire tribal, cependant démantelé dans les campagnes par la réforme agraire, celle-ci ayant pour un million et demi de cultivateurs (la moitié des paysans iraniens), l'ef-

38. P. Balta et Cl. Rulleau, *op. cit.*, p. 243.

39. Cité par C.D. Carr, « Un allié ambitieux », *PPS*, p. 13 ; sur les intérêts américains, cf. Ch. Haghighat, *Iran, la révolution inachevée et l'ordre américain*, Paris, 1980.

40. P. Vieille, « Transformation des rapports sociaux en Iran », *Peuples méditerranéens*, n°8, juillet-septembre 1979, p. 43.

fet de substituer au métayage en nature les rapports monétaires. Désormais, le propriétaire foncier qui, en dépit de la loi, a dans une large mesure conservé la maîtrise de l'eau (en installant des motopompes, par exemple) vend le précieux liquide, loue ses tracteurs et les terres qu'il a réussi à garder en contournant la loi (ou en l'accaparant comme la famille royale, les gens de cour ou les gros éleveurs) ; il achète de la force de travail (ce que font à une toute autre échelle les grandes entreprises mécanisées des multinationales américaines, israéliennes et autres). La réforme bouleverse aussi les formes ancestrales de travail coopératif, ordonne des déplacements de population, sans souci des ressources en eau, etc. Elle engendre ainsi un exode massif des exclus de la « révolution blanche » (journaliers agricoles et paysans mal lotis), qui iront grossir les « déshérités » grouillant à la périphérie des grandes villes⁴¹. Socialement, c'est donc un échec ; économiquement aussi, car si le niveau de vie paysan s'est élevé, l'autosuffisance alimentaire du pays appartient dorénavant au passé. Mais pas politiquement : sauf dans quelques régions, les campagnes ne bougeront guère pendant les événements révolutionnaires. Les paysans ont d'ailleurs une amère expérience des exactions cléricale en matière de taxes islamiques ou de gestion des *waqfs* ; ils ne se rallieront que passivement au nouveau régime et feront en sorte que soit maintenue l'éviction des ci-devant propriétaires⁴².

La révolution concerna donc essentiellement les villes, dont le peuplement s'était effectué dans le désordre et la précipitation : elles abritaient en 1962 le quart de la population iranienne, mais en 1977, la moitié. Les ouvriers d'industrie représentaient alors quelque 25 % de la population active, mais les trois quarts d'entre eux travaillent dans des unités employant moins de 10 personnes, et 7 % seulement, dans des usines modernes, à l'encadrement le plus souvent d'origine européenne. Il s'agit d'une main-d'œuvre peu ou pas qualifiée, inapte en général à tenir des emplois comme ceux de chauffeur de poids lourds ou de conducteur de machines textiles. Tandis que les paysans déracinés, quand ils sont trop

41. Cf. Notamment les chapitres consacrés à l'agriculture in Behrang, *op. cit.*, et P.Vieille, « Impérialisme, absolutisme, réforme agraire », *op. cit.*

42. Cf. M. Dowlat, B. Hourcade et O. Puech, « Les Paysans et la révolution iranienne » (enquête sur le terrain, mai-juillet 1979), *Peuples méditerranéens*, n° 10, 1980.

âgés pour l'embauche, sont rejetés vers des petits métiers de survie, l'industrie fait appel à l'immigration (surtout afghane). Il y a certes augmentation du salaire (très inégale selon les branches et les degrés de qualification), mais elle est en grande partie dévorée par l'inflation et ses effets sur le coût de la vie, le montant des loyers, etc. Aussi, malgré une répression sanglante et un mouchardage systématique, les grèves ne sont pas rares ; elles se multiplieront progressivement à partir de 1977, quand la baisse du revenu pétrolier frappera de plein fouet l'économie iranienne, de même que les manifestations de rue. Mais celles-ci, guidées par les mollahs agitateurs, animées par les fanatiques religieux comme par les éléments gauchistes, rassemblent avant tout les bazaris et les masses marginalisées des faubourgs, les ouvriers ne s'y affirmant pas en tant que tels (avec des banderoles et des mots d'ordre propres, par exemple). Aussi bien ne disposent-ils d'aucun organe véritablement représentatif⁴³.

Parler de révolution urbaine en Iran revient à désigner les bazaris comme l'une de ses forces motrices. Pas plus qu'aucune autre catégorie sociale, ils ne forment assurément un corps social homogène à cent pour cent, et nombre d'entre eux sont liés au régime par des rapports d'intérêts et/ou par la crainte de débordements populaires. Mais dans leur masse, ils se trouvent, on l'a déjà vu, entraînés dans l'orbite des cléricaux pour des raisons à la fois matérielles et spirituelles. En outre, fait nouveau, du moins dans cette proportion, ils se voient eux aussi tendanciellement exclus du partage de la plus-value sociale, et cela par l'effet non seulement du rattachement croissant du pays au marché mondial, lequel les expose à la concurrence pour eux ruineuse des produits manufacturés d'origine occidentale, mais aussi par celui du népotisme et de la corruption effrénés. Ces deux derniers facteurs, certes, sont des traits constants des sociétés divisées en classes. Dans un cadre capitaliste évolué, ils n'interviennent cependant que comme des faux frais de la production, auxquels le maintien de la concurrence assigne des limites ; dans un cadre sous-développé, par contre, le favoritisme d'État contribue à créer ou renforcer les monopoles, à dissiper de mille façons le capital, à pervertir à tous les niveaux la

43. Outre la plupart des auteurs déjà cités dans ce chapitre, cf. B. Veramini, « The Shah is Dead : long Live the Caliph », *Root and Branch*, n°8, 1979, Boston, p. 2-7.

vie sociale, enfin et surtout à rejeter la plupart des entrepreneurs autochtones vers la périphérie du marché. Une situation de nature à susciter à la longue des réactions de tous ordres mais qui, dans le contexte iranien de dilapidation de la rente pétrolière, enlevait toute échappatoire aux bazaris, les mettait en demeure d'opter pour une manière de « libéralisme avancé » : la nationalisation intégrale de l'extraction pétrolière, des secteurs modernes de l'industrie (pétrochimie, aciéries, agro-alimentaire...) et des services (banques, assurances) n'affecte guère sinon pas du tout les secteurs affairistes et boutiquiers. Témoin le fait que la milice du régime issu de la révolution, les *pasdarans* (Gardiens de la révolution) se recrute électivement dans les rangs des bazaris.

Quant aux membres des professions dites « intellectuelles », ils offriront divers types de réponse au régime impérial. Pour bonne part, ils rejoignent alors les rangs de la bureaucratie civile ou étatique, et quand la crise lamènera leurs revenus, ils chercheront à se rattraper par une corruption accrue. A moins que, médecins, ingénieurs et autres, ils n'émigrent, laissant la place à des spécialistes d'origine asiatique (Pakistanais, Coréens, Philippins...). D'autres rallient les formations de gauche et d'extrême gauche, dont une répression vigilante, systématique, a contribué à maintenir la base populaire dans d'étroites limites. Il y a le Toudeh, voyant dans ces religieux, qui ne marchent vraiment pas dans le sens de l'histoire, un courant « superstructurel » bon à récupérer par d'astucieuses alliances et en insistant sur la convergence, sinon l'identité, des fins poursuivies. Mais à ce jeu, on le sait, c'est lui qui se fera piéger. Non sans influence aux échelons intermédiaires de la bureaucratie d'État et dans certains centres ouvriers, le Toudeh est desservi par son attachement à l'URSS athée et moderniste, autant que par un programme (institutions républicaines, justice sociale, nationalisations, planification...) en définitive voisin de celui du parti prêtre, mais ses dirigeants, eux, n'ont pas l'aura des saints hommes. Pendant la première phase de la révolution, le Toudeh, cherchant à mettre en place une centrale syndicale du type de la CGT française, s'abstiendra en général de soutenir les conseils ouvriers de l'industrie pétrolière⁴⁴. Peut-être aussi sa direction

44. Cf. Sh. Azad, « Workers' and Peasants' Councils in Iran », *Monthly Review*, XXXII, n°5, octobre 1980, New York, p. 23.

partageait-elle alors la conviction répandue, paraît-il, dans les cercles dirigeants soviétiques selon laquelle la perpétuation des troubles était grosse d'une prise de pouvoir par des « colonels fascistes »...

Restent les « gauchistes », divisés en une douzaine de tendances rivales. Les deux plus importantes sont les nébuleuses des *Modjahidin-e Khalq* (« combattants du peuple ») et des *Fedayin-el Khalq* (ceux du peuple qui se sacrifient), qui rassemblent, début 1979, chacune quelque 5 000 militants. Les premiers cités, issus de groupes laïcisans d'inspiration mossadeghiste, professent un islamisme qui doit beaucoup aux leçons de Chariati, et d'abord l'idée d'une communauté qui soit son propre Imam, qui se guide elle-même dans l'unicité avec Dieu. Mais ils s'en séparent par leur conception d'une « mobilisation populaire » qui a pour point de départ la lutte armée contre le régime et ses séides et vise à réaliser une « mutation des esprits », à développer « la solidarité entre les hommes, conformément au vœu du Créateur ». Et devant ses juges, Said Mohsen, exécuté en 1972, l'un des fondateurs du groupe, ajoutera : « Dans la société que nous voulons construire, nous suivrons les modèles proposés par notre histoire, celui de l'Imam Ali qui cultivait les dattiers de ses mains calleuses, creusait des puits et s'occupait d'irrigation. Dans cette société, la personne le plus haut placée dans la hiérarchie participe aux plus basses besognes de la production⁴⁵. » Vœu naïf? Peut-être, mais en tout cas universellement répandu : le mythe rural de Cincinnatus, chef intègre et modeste et dont l'une des plus récentes victimes n'a été autre que l'Américain Nixon. Mais l'Iran avait déjà un Cincinnatus tout prêt dans la personne du grand mojtahed Khomeiny au langage autrement moderne et concret. Un Cincinnatus qui assignait pour tâche aux *faqih*s de veiller « sur toutes les affaires exécutives, administratives et planificatrices ». Et qui aurait pu souscrire des deux mains aux propos de Mohsen, expliquant au tribunal militaire, qu'il ne s'agissait pas de mobiliser le peuple au service « d'une classe privilégiée de capitalistes et d'exploiteurs » : « Si l'homme dispose de sa personne, faisait valoir Mohsen, il doit également avoir la possibilité

45. Cf. « Dernière déclaration de Said Mohsen », in P.Vieille et A-H. Bani-Sadr, *op. cit.*, p. 320-326.

de contrôler ce qu'il produit. » Et de citer le Coran, pour toute explication.

Les feddayins, quant à eux, ne citent pas le Coran, mais se réclament d'un marxisme-léninisme non aligné, en rupture avec ce qu'ils appellent la « théorie de la survie » chère aux intellectuels quiétistes qui soutiennent qu'il n'y a rien à faire contre le régime et la Savak sinon chercher à « survivre ». Ils se posent en avant-garde du peuple agissant au moyen d'« actions exemplaires » (attaques de postes de police, exécutions de féodaux haïs...) capables de « créer, à travers la propagande armée, une situation révolutionnaire ». Leur littérature clandestine explique leurs activités de guérilla, rassemble des témoignages vécus d'ouvriers et de paysans, donne des comptes rendus de luttes populaires et dénonce le régime, le capitalisme international et le sionisme⁴⁶.

Toutes les formations gauchistes recrutaient dans les mêmes milieux sociaux. Ainsi, sur 151 feddayins tombés en action ou exécutés jusqu'au mois de janvier 1979, on dénombre 50 % d'étudiants, 30 % de fonctionnaires ou d'employés, et 20 % d'ingénieurs ou d'ouvriers⁴⁷. Du fait qu'ils détenaient des armes et s'en servaient, les gauchistes ont été, malgré leur petit nombre, un notable facteur d'influence de 1973 à 1977. N'ont ils pas ensuite donné le coup de grâce à l'institution monarchique en mettant hors d'état de nuire la garde impériale (9-11 février 1979)? Pourtant, ils demeurent isolés. En mars 1978, la direction des modjahidins annonce un changement de cap; pendant de longues années, reconnaît-elle, « la mentalité de la lutte armée coupée des masses a dominé notre idéologie et notre propagande⁴⁸ » D'où la décision, qui n'aura guère d'effets, de s'infiltrer dans les usines et les entreprises. Plus tard, les feddayins-majorité prirent une décision du même genre et se rapprochèrent du Toudeh.

Catilina et Spartacus d'une guerre sociale, pour reprendre l'expression du saint-simonien Vidal, les gauchistes iraniens ont agi en ferments de rébellion et, ce faisant, enclenché l'engrenage qui devait les broyer. La tentation est grande de leur appliquer ce que Marx disait un

46. Cf. Behrang, *op. cit.*, p. 299-309.

47. Cf. Sh. Chubin, « Évolution et rôle des organisations de gauche », PPS, p. 18-21

48. Cité par A. Faroughi et J.L. Reverier, *L'Iran contre le chah*, Paris, 1979, p. 171.

jour (1^{er} avril 1881) des terroristes russes et de leurs agissements « sur lesquels on peut tout aussi peu moraliser pour ou contre que sur le tremblement de terre de Chio ». Mais force également est de jeter un regard critique sur leur idéologie. Une idéologie que par la contrainte des circonstances, ils partageaient en définitive avec le Toudeh, comme avec les religieux activistes. Non pas que les divergences entre les uns et les autres fussent conciliables : elles ont été réglées dans le sang. Mais il en est d'eux tous comme des Girondins fédéralistes et des Jacobins centralistes, ennemis, Ô combien ! mais également attachés aux principes de la particularité nationale, de la propriété privée et de l'interdiction des coalitions ouvrières. Ramenée à ses principes de base, l'idéologie de la révolution iranienne procède d'une même source, le marxisme vulgaire du tiers-mondisme qui voit : *a)* dans l'indépendance nationale, la clé de l'émancipation humaine, quand il s'agit d'émanciper de l'étranger une nouvelle classe dominante ; *b)* dans la nationalisation des grands moyens de production et d'échange, la base d'une société d'harmonie, quand il s'agit de donner à cette nouvelle classe une assise matérielle ; *c)* dans l'exaltation de la culture nationale, un moyen de combattre l'idéologie occidentale, quand il s'agit de donner à cette classe une assise spirituelle.

Un courant de pensée qui ne date pas d'hier. Témoin le constat qu'Anton Pannekoek établissait au début de ce siècle : « Les despotes orientaux sont les instruments du capital européen. En Orient, la bourgeoisie ascendante n'a que faire, pour mener une lutte à la fois implacable et enthousiaste, de l'idéologie libérale (...) C'est seulement lorsqu'elle s'attellera à des tâches pratiques, lorsque les classes révolutionnaires viendront à se différencier et à prendre conscience de leurs intérêts réels, que ses porte-parole se métamorphoseront de socialistes rouges en libéraux modérés⁴⁹. »

Avec le recul du temps – plus d'un demi-siècle ! – cette perspective apparaît confirmée par l'histoire en ce qui concerne les valeurs « socialistes » et les pratiques d'une

49. Ant. Pannekoek, « Les Divergences tactiques au sein du mouvement ouvrier » (1909), in *Pannekoek et les conseils ouvriers* (S. Bricianer éd.), Paris, 1977 (2^e éd.), p. 93.

nouvelle classe dominante « orientale ». Mais aussi les capitalistes occidentaux ont été « incapables d'industrialiser le monde » et les ouvriers occidentaux, incapables d'en renverser les bases, du moins jusqu'à présent. Aussi l'idée, courante autrefois dans le mouvement ouvrier, selon laquelle les révolutions prolétariennes d'Occident jetteraient dans l'action les prolétariats d'Orient, attend-elle toujours confirmation. Dès lors, peut-on sans sectarisme condamner un mouvement réel au nom d'un projet qui reste imaginaire. Autrement dit : option tiers-mondiste ou théorie de la survie, est-il d'autre choix ? Mais aussi y a-t-il matière à choix pour le plus grand nombre ? Ce n'est pas pour rien que le Lénine du *Que faire* réclamait à cor et à cri la prise en charge par l'organisation d'ouvriers et d'étudiants promis à devenir des « révolutionnaires professionnels », autrement dit de ces « comitards » dont Staline devait être le prototype⁵⁰. Homme pratique, il n'ignorait pas que le travailleur de base est hors d'état, du fait de ses conditions d'existence, de militer à plein temps. Ce travailleur, assurément, n'en pense pas moins, et à certains moments réagit non pas seul mais avec la masse de ses collègues, à moins qu'il ne rejoigne les rangs des comitards partidaires ou syndicaux. De même, en définitive, pour les intellectuels. Certains d'entre eux, mus par des intentions généreuses autant que par la plus légitime des haines, ont, il est vrai, les moyens de se comporter en professionnels de la révolution, ou s'y voient contraints par la répression. Mais, ces comitards intellectuels ou comitards ouvriers, peuvent-ils cesser d'être ce qu'ils sont, ou sont devenus, du fait de leur mode de vie et de leur idéologie : des chefs aspirant à la maîtrise des moyens de production, des bourgeois d'un type nouveau ?

Les bourgeois iraniens de type classique, eux, ne se posaient pas ces questions-là : « réalistes », ils faisaient de l'argent, vite, vite, et ce qu'ils n'investissaient pas dans un luxe ostentatoire, ils s'empressaient de le placer à l'étranger, fut-ce dans des conditions moins rémunératrices que sur place. Cependant que la Savak continuait de harceler prédicateurs engagés et gauchistes, le chah poursuivait son entreprise de

50. Sur les comitards bolcheviks, cf. l'excellente mise au point de B. Sarrel, « Lénine, Trotski, Staline et le problème du parti révolutionnaire », *Les Temps modernes*, 73, novembre 1951, p. 848-879.

sécularisation du droit civil. Ainsi fut aboli, en 1975, le privilège masculin de la répudiation (mesure que Khomeiny abrogera dès son retour). De son côté, le Premier ministre supprime, en 1977, la subvention annuelle de 80 millions de dollars destinée aux religieux⁵¹. Et, le 7 janvier 1978, un quotidien pro-gouvernemental croit bon, à l'instigation du ministre de l'Information, de publier une charge à fond contre Khomeiny : il n'est pas Iranien de naissance. c'est un homosexuel à la solde de l'Angleterre, etc. Le lendemain, les religieux de Qom organisent une manifestation de protestation, puis le 9 une autre, plus puissante ; les savakis ouvrent le feu : il y a de nombreux tués. Désormais, les manifestations, accompagnées d'une vague de grèves, se succèdent à intervalles irréguliers⁵². Le cycle protestation-répression est amorcé, il ne cessera plus ; une étincelle a mis le feu à la plaine, la révolution est en marche.

La révolution, événement fondateur en deux phases

Selon le Marx du *18 Brumaire*, « les révolutions bourgeoises, comme celles du XVIII^e siècle, se précipitent de succès en succès [...], l'enthousiasme extatique est l'état permanent de la société, mais elles sont de courte durée. Rapidement, elles atteignent leur point culminant, et un long malaise s'empare de la société avant qu'elle ait appris à s'approprier d'une façon calme et posée les résultats de sa période orageuse⁵³. » Et la révolution iranienne – ce mouvement de masse qui, pour la première fois au monde, a vu un peuple aux mains nues balayer l'une des plus puissantes armées du globe – a dans son déroulement été conforme à ce schéma de la « révolution en deux phases ». Dans un sens, celle-ci sanctionne tout un processus socio-historique à l'instar de la Révolution française, ce modèle classique, qui, disait Tocqueville, « a pris le monde à l'improviste, et cependant elle n'était que le complément du plus long travail, la terminaison soudaine et violente d'une œuvre à laquelle dix générations d'hommes avaient travaillé [...]. La Révolution a achevé soudainement, par un effort convulsif et

51. J. Vernoux, *op. cit.*, p. 40.

52. Pour un tableau des grèves pendant cette période, cf. Behrang, *op. cit.*, p. 270-293. 53. K. Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, Éditions Sociales, Paris, 1976, p. 19.

douloureux, sans transition, sans précaution, sans égards, ce qui se serait achevé peu à peu de soi-même à la longue⁵⁴. » Encore que nulle part semblable processus ne se soit « achevé de soi-même », sans brutale rupture avec les conditions anciennes. Une rupture qui, la plupart du temps, revêt une forme sanglante, et qui intervient, suivant la formule du Lénine de *La Maladie infantile*, « lorsque ceux d'en bas ne veulent plus et que ceux d'en haut ne peuvent plus vivre à l'ancienne manière ».

Autant dire que toutes les révolutions des Temps modernes ont eu, en fonction du degré de développement atteint par le pays en révolution, une composante ouvrière. Du fait de la récurrence de ce genre d'événements, de la récurrence aussi de la forme d'organisation prise par cette composante, on est en droit d'y voir un élément nécessaire et universel du phénomène « révolutions contemporaines ». Et la raison en est simple : une évolution peut être conduite, non sans à-coups, jusqu'à un certain point par un pouvoir absolutiste, ou constitutionnel, ou dictatorial, pour peu que ce pouvoir – manifestation de rapports de production déterminés – dispose au sein de la population de relais efficaces (la religion en est un, de même que la combinaison féodale d'autorité hiérarchisée et de structures rurales de base, ou que les institutions parlementaires). Mais quand, sous la contrainte des circonstances, ces relais ont disparu ou embraient dans le vide, la constitution sur les lieux de travail d'organes au moins embryonnaires de dualité des pouvoirs devient inévitable.

Ainsi a-t-on vu naître en Iran des organes de base appartenant *grosso modo* à deux types différents : les comités de quartier, d'une part ; les comités d'usine ou de village, d'autre part. Les premiers, ou « comités islamiques », sont issus de groupes qui se réunissaient précédemment à la mosquée et se chargeaient entre autres de distribuer des vivres aux nécessiteux (les « poulets Khomeiny ») ; dirigés par les mollahs populistes, dotés d'une coordination nationale, ils coiffent la masse énorme des « déshérités ». Déployant une activité vibrionnante, les prêtres mènent ces derniers aux manifestations ou au squattage des logements vides ; ils leur confient également des tâches de police : contrôle des suspects et, de concert avec les « gardiens de la

54. A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, Paris (s.d.), p. 31.

révolution » (les *pasdarans*, recrutant essentiellement parmi les bazaris), attaques des rassemblements gauchistes. Il s'agit donc d'un instrument de quadrillage de la population au service du nouveau pouvoir qui, sous la conduite de Khomeiny et de son entourage, se met en place dans l'ombre, tandis que les bourgeois réformateurs occupent le devant de la scène.

Dans quelques régions, qui ont particulièrement souffert du régime autocratique, les comités paysans interviennent dans l'expropriation et la redistribution des terres et, dans de rares cas, il est vrai, tentent de mettre sur pied des coopératives de production. Mais on voit également des assemblées de masse réclamer la restitution des terres confisquées par le pouvoir impérial (laquelle ne concerne donc pas les paysans sans terres) et la réduction des importations de produits agricoles pour protéger l'agriculture locale. Les comités paysans doivent souvent faire face aux milices des grands propriétaires revanchards, qui jouissent de la sympathie du gouvernement Bazargan (bourgeois libéral), dont la démission en novembre 1979 marquera la fin de la première phase de la révolution. Aussi les paysans finiront-ils par se rallier aux cléricaux, dont la fraction populiste, « dans la ligne de l'imam » (Khomeiny), tolère les usurpations de terres. Du fait que depuis lors l'exode rural se poursuit comme devant, tandis que la pénurie de riz et de blé sévit dans les grandes villes, on peut conclure que la question agraire est loin encore d'être réglée véritablement.

Enfin, dans les usines et les bureaux, où les syndicats officiels ont disparu, se forment des conseils (*chouras*), issus des comités de grève de la période précédente (les *chouras* des entreprises pétrolières ont joué un rôle décisif dans le renversement de l'Ancien Régime). De composition parfois purement ouvrière, parfois mixte (ouvriers, employés et cadres), de coloration ici gauchiste, là cléricale, ils assument des tâches qui vont de l'assainissement de la trésorerie à l'épuration des cadres corrompus et des mouchards. Dans l'ensemble, les *chouras* s'intéresseront aux questions de salaires et de conditions de travail (règles d'embauche et de licenciement, d'hygiène et de sécurité, révision des classifications, limitation du pouvoir cadre...).

À Machad, ils prennent en charge pendant une quinzaine de jours le ravitaillement de la ville en vivres et en médica-

ments. Aux usines Narvard d'Ahvaz (fabrication d'oléoducs), dont la Fondation Pahlavi détient la moitié des actions, ils revendiquent le droit de « gérer eux-mêmes » l'entreprise pêle-mêle avec la réintégration des travailleurs licenciés et l'expulsion des cadres britanniques⁵⁵. Les gauchistes essaient de pousser les comités ouvriers à se coordonner et à étendre leurs attributions, mais en vain : les mollahs veillent et font en sorte d'interdire l'entrée des lieux de travail aux « enfants de Satan ». Et quand les *feddayins* parviennent à établir un embryon de coordination au niveau d'une ville, à Tabriz, ils se voient assaillis physiquement par les prêtres et leurs bandes de marginaux⁵⁶.

Il est cependant remarquable que pendant la seconde phase de la révolution, le nouveau régime ait décidé de conserver ces organismes de base, que ses porte-parole traitaient volontiers d'anti-islamiques (atteinte à la propriété privée!) et de contre-révolutionnaires. Mais c'était en les vidant de leur substance au moins potentielle, et pour les transformer en organismes consultatifs du genre des comités d'entreprise mis en place, surtout en Europe continentale, dans le cadre de troubles sociaux ou pour les éviter⁵⁷. Tant il est vrai qu'en 1979-1980 en Iran, comme en 1918 en Russie, en 1919 en Allemagne, et ailleurs depuis, « les conseils, du seul fait de leur existence, faisaient planer une menace au moins virtuelle sur la normalisation de l'ordre social, [et] que ce dernier ne pouvait s'instituer vraiment qu'en passant sur leurs cadavres », en effet leur fonction plus ou moins effective de représentation et de gestion « n'aurait pu d'évidence se consolider qu'en s'élargissant sous ses formes les plus avancées, c'est-à-dire en premier lieu, en arrachant à la fonction hiérarchique les fondements qu'elle a en système capitaliste⁵⁸. » C'est en prenant de vitesse des travailleurs assoiffés d'égalité⁵⁹, mais encore hors d'état d'esquisser une vision lucide de l'avenir, en les étourdissant, du haut de leur séculaire autorité, de billevesées sur

55. Cf. P.Varamini, *art. cité*, p. 8.

56. Cf. Sh. Azad, *art. cité*, p. 22.

57. Cf. Anonyme (S. Bricianer), « Aujourd'hui les comités d'entreprise », *Informations correspondance ouvrière*, n°51 (suppl.), juillet 1966.

58. S. Bricianer in K. Korsch, *Marxisme et contre-révolution...*, *op. cit.*, p. 97.

59. Cf. L. Boroumand, « Les ouvriers, l'ingénieur et les militantes khomeinistes. Entretien dans une usine au lendemain de la révolution », *Peuples méditerranéens*, n°8, juillet-septembre 1979.

un futur coranique de réelle communauté des croyants, que prédicateurs du vendredi et autres mollahs agitateurs leur ont enlevé l'instrument de leur émancipation. Et les voici qui pleurnichent. Témoin l'ayatollah Montazeri déclarant, en décembre 1983 : « Il existe dans le monde une expression bien connue qui dit : les révolutions dévorent leurs propres enfants. Aujourd'hui, j'ai le sentiment que la même chose est en train de se produire dans notre société. [...] Un coup d'État graduel et rampant est en cours⁶⁰. » Un coup d'État ou, tout bonnement, la restauration d'un affairisme national et bien pensant ? En 1982, une quarantaine de bazaris ont réalisé des bénéfices de l'ordre de 40 milliards de rials⁶¹.

Une autre mesure, plus importante et de beaucoup, frappait d'ailleurs d'inanité les organismes représentatifs de ce qui restait, de toute façon, une minorité d'ouvriers et d'employés, ceux des grandes entreprises : la mise en place des institutions de la république bourgeoise (parlement, municipalités) jointe au maintien des anciennes structures administratives. A quelques exceptions près, les *Räte* (conseils ouvriers allemands) avaient les ambitions, ni plus ni moins, des *chouras*. Mais on peut aisément imaginer qu'à soixante ans de distance, les ayatollahs ont eu le même réflexe de maître que leurs prédécesseurs, les social-démocrates républicains proclamant dans leur organe central : « les conseils d'ouvriers et de soldats sont faits pour diriger, exiger, exécuter et cela n'a pas la moindre utilité pour la vie économique. Ils entretiendraient des troubles perpétuels dans les usines, les politiseraient et désorganiseraient, paralyseraient la production [...] engendrant des foyers de révolution et exposant la vie économique à des crises dangereuses⁶². »

Et c'est pourquoi les divers *Räte* rebelles furent liquidés dans le sang et la terreur. Après quoi fut convoqué un congrès des *Räte*, les congressistes étant élus non sur la base du lieu de travail, mais sur celle de la circonscription électorale. Simple disposition institutionnelle à première vue, mais qui amenait l'un des léninistes allemands les plus brillants de l'époque à souligner : « Un parlement, fondé

60. Cité par J. Gueyras, *Le Monde*, 11 février 1984.

61. J. Gueyras, *loc. cit.* (dans les années soixante, 1 rial = 0.02 €).

62. *Vorwärts*, 13 avril 1919 ; cité par P. Lange (léniniste), *Die Politik der Gewerkschaftsführer von 1914 bis 1919*, Berlin, 1919, p. 23.

sur le système des circonscriptions électorales qui le soustrait au contrôle direct et au renouvellement permanent par les entreprises, ne sera jamais qu'un organe tronqué de la démocratie bourgeoise ; même s'il exclut la grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, même s'il ne réunit que des éléments prolétariens, il ne sera en rien un organe de la démocratie prolétarienne⁶³. »

De fait l'institution parlementaire, à ses multiples niveaux, apparaît comme le lieu de la médiation entre l'État et la société civile, donc de la conciliation entre les intérêts des diverses fractions de la classe dominante. Elle repose sur le principe territorial, la notion de citoyenneté. Dès que la force des circonstances, la révolution, crée un nouveau mode de représentation, un principe différent cherche à prendre forme pratico-théorique. C'est par exemple Heinrich Laufenberg qui énonce, après avoir présidé dans une période cruciale le conseil ouvrier de Hambourg, : « Le système des conseils, nouveau principe d'organisation et de gestion de la société, oppose l'idée d'association des agents productifs, sur la base de la production et des lieux de production, à l'idée de commune politique, pierre angulaire de l'économie privée et donc aussi de la société capitaliste. » Ainsi « le principe du travail » allait-il relayer l'ancien principe d'organisation sociale, « le point d'habitation collectif, la commune politique territoriale », et son « incarnation suprême, la démocratie et le parlement ». Et, jugeant probable une période de coexistence transitoire entre les deux principes et les deux types d'organisation sociale, Laufenberg conclut : « Ce qui est en jeu pour le moment, ce n'est pas l'élimination absolue, l'anéantissement de l'ordre ancien, mais la question de savoir selon lequel des deux principes la société doit se régir, lequel doit l'emporter sur l'autre⁶⁴. »

À la même époque, Pannekoek explicite à sa manière pratique le projet des conseils : « Les hommes interviennent eux-mêmes, directement, à l'intérieur de leurs groupements de travail. Les ouvriers d'une usine désignent l'un

63. A. Talheimer, « Der zweite Rätekongress », *Die Internationale*, I, 2-3, 30 mai 1919, p. 10.

64. H. Laufenberg, « La Révolution à Hambourg » (juin 1919), in D. Authier et J. Barrot, *La Gauche communiste en Allemagne (1918-1921)*, Paris, 1976, p. 274-275 (ma traduction).

d'entre eux pour exprimer leur volonté, et ce représentant reste en contact permanent avec la base ; il est remplaçable à tout moment. Ces délégués décident de tout ce qui est de leur compétence et se réunissent en assemblées dont la composition varie selon qu'il s'agit de discuter de questions relatives à une profession, à un quartier, etc. Les instances dirigeantes centrales pour chaque domaine prennent leur origine parmi eux. » Mais pareils organismes, unissant le politique à l'économique, ne sauraient surgir par l'effet de quelque décret volontariste. « Cette forme d'organisation nouvelle ne peut elle-même être créée que dans le processus révolutionnaire par les travailleurs en train de se radicaliser⁶⁵. » Il faut donc que ces derniers eux-mêmes « prennent les choses en main, se considèrent comme responsables, se mettent à chercher, à faire de la propagande, à combattre, expérimenter, réfléchir, à peser puis oser, et aller jusqu'au bout. Mais tout cela est dur et pénible ; c'est pourquoi, tant que la classe ouvrière aura l'impression qu'il existe un chemin plus facile, puisque d'autres agissent à sa place [...], elle tergiversera et demeurera passive ; prisonnière des vieilles habitudes de pensée et des vieilles faiblesses⁶⁶. »

Elle est naturelle la propension à se satisfaire d'acquis modestes, une fois lancés dans une voie qu'on n'a pas choisie, à la suite d'actions de force qui n'ont rencontré devant elles que le vide ou peu s'en faut. La vie à l'usine, au bureau, n'enseigne-t-elle pas qu'il y a intérêt à se contenter de peu ? Que, sinon, la répression tôt ou tard frappera durement ? Mais, quand il s'agit de mouvements de masse, de révolution, la circonspection n'est plus de mise. Et l'on sait de quel prix les travailleurs doivent payer leur modération dans les moments cruciaux, comment ce pouvoir qu'ils n'avaient pas osé prendre en main eux-mêmes, suivant en cela la pente du moindre effort matériel et spirituel, finit par se retourner contre eux et les précipiter dans des horreurs sans nom. Avec d'autres causes encore, certes, tel fut le cas en Allemagne et ailleurs ; en Pologne comme en Iran.

Il n'est évidemment pas question ici d'aborder si peu que ce soit le cours tumultueux des révolutions russes, lequel comporte une foule de traits qui, pour être essentiels à sa

65. Anton Pannekoek, « *Social-démocratie et communisme* » (automne 1919), *anthologie citée*, p. 152-153.

66. Id., « *Révolution mondiale et tactique communiste* » (mars 1920), *Ibid.*, p. 178.

bonne compréhension, restent cependant par trop spécifiques. Mais, il convient de le noter dans le cadre présent, une tendance à proclamer la souveraineté pleine et entière des *fabtsavkomys* (comités de fabrique) se fit jour pendant la période allant de février à octobre 1917 et après. Ceux-ci n'hésitaient pas en effet à s'ingérer dans les questions de gestion et de direction technique, voire à chasser de l'entreprise le patron et les cadres, ce dont les syndicats à direction mencheviste, bolcheviste ou autre s'abstenaient⁶⁷. Bien plus, vers la fin de 1917, « certains conseils centraux des comités de fabrique, tels qu'il en existait dans beaucoup de villes, se consultèrent dans le dessein avoué de s'organiser de manière indépendante à l'échelle nationale⁶⁸ ». Aussi le fameux décret dit, par euphémisme, « sur le contrôle ouvrier » du 27 novembre 1917, plaçait les comités de fabrique sous la coupe des soviets locaux, unité territoriale de base du nouveau système politique. Peu après, le 1er congrès panrusse des syndicats transformait les comités en un genre de sections syndicales d'entreprise : après tout, c'est le pouvoir bolchevique qui détenait non seulement les armes, mais aussi et surtout les organes de coordination (syndicats, appareil des soviets)... La voie était dès lors ouverte à la mise en place de directions d'entreprise nommées par les autorités administratives (mars 1918). À quelque temps de là (fin 1918), un certain Staline, en tournée d'inspection, faisait ce constat : « Sur les 4 467 travailleurs et collaborateurs des administrations soviétiques de Viafka, 4 467 personnes occupaient le même poste sous le tsarisme au zemstvo provincial ; c'est dire tout bonnement qu'on s'est contenté de rebaptiser « soviétiques » les anciennes institutions du zemstvo⁶⁹. » Constat que Lénine devait, de son côté, dresser dans son « testament » (déc. 1922) quand il parlait de cet « appareil que nous avons emprunté au tsarisme en nous bornant à l'oindre des saintes huiles soviétiques⁷⁰ ». (Situation à laquelle il proposait de remédier de façon archi-bureaucra-

67. Cf. U. Brüggmann, *Die russischen Gewerkschaften... 1917-1919*, Francfort, 1972 ; et surtout M. Brinton, *The Bolsheviks and Workers' Control, 1917-1921*, Londres (s. d.), notamment p. 29 sq. et 35 sq.

68. O. Anweiler, *Les Soviets en Russie. 1905-1921*, Paris 1972, p.279.

69. « Rapport de Staline et Djerzinski » (janv. 1919), in Staline, *Œuvres*, Paris 1955, vol. IV, p. 192.

70. Lénine, « Notes.VIII », *Œuvres*, vol. XXXVI, p. 619

tique : « faire entrer quelques dizaines d'ouvriers au comité central⁷¹. ») Là encore on sait comment les choses ont fini ou, plutôt, n'ont pas fini de finir.

Selon d'autres modalités, cela va de soi, les entreprises collectivisées de la révolution espagnole connurent un destin somme toute analogue après le décret de collectivisation (24 octobre 1936) qui mettait fin, certes, aux tendances à l'égoïsme d'entreprise (chacune accaparant les éventuels profits pour son compte propre) mais les coiffait d'un organisme bureaucratique omnipotent réunissant fonctionnaires d'État, bonzes syndicaux (socialistes et anarchistes) et cadres « techniciens »⁷².

Les tendances à l'égoïsme, à l'individualisme d'entreprise, il faut ici en dire au moins quelques mots, puisque tel est l'argument massue de ceux qui se posent non plus en bureaucrates cléricaux, intercesseurs entre la terre et le ciel, mais en bureaucrates d'État, intercesseurs entre les multiples unités de production et la répartition de leur produit, le surtravail social. Or ces derniers, installés dans l'appareil d'État, ont la haute main sur les allocations de ressources (matières premières, crédits, estimation des besoins...) jusqu'alors réglées par le détour du marché. En outre, les institutions politiques et les rapports de production qui les soutiennent – les formes d'organisation sociale et les formes d'entreprise – sont encore profondément ancrés dans la mentalité des masses lesquelles, optant pour « la voie la plus facile », sont portées à déléguer à ces intercesseurs leur capacité de pensée et d'action propres. Seul un processus de luttes acharnées et autonomes peut à la longue engendrer un esprit de solidarité et de responsabilité. Alors apparaît dans toute son ampleur le problème central de l'émancipation humaine qu'un représentant de l'idée des conseils résumait de la sorte : « La conquête du pouvoir dans un domaine déterminé n'est pas la plus grande difficulté. Il est d'une tout autre importance encore [pour la classe ouvrière] d'acquérir la maîtrise de la production, c'est-à-dire d'abolir les anciens rapports de domination et de mettre en place la régulation sociale de la production⁷³, en raccordant entre elles

71. Id., « Notes. III », *Ibid.*, p. 609.

72. Cf. V. Richards, *Lessons of the Spanish Revolution (1936-1939)*, Londres 1953.

73. Cf. anonyme (H. Canne Meijer), « Fondements de l'économie communiste », *Informations correspondance ouvrières*, n°101, 1^{er} février 1971.

les entreprises. Cela n'est possible qu'au moyen des conseils⁷⁴. »

Pareil projet est à coup sûr irréalisable, donc inconcevable, dans une société sous-développée, où la petite entreprise est encore la forme dominante et où le processus révolutionnaire reste spécifique, se poursuit isolément, dans un seul pays. Mais la possibilité n'en subsiste pas moins d'instituer un contrôle des travailleurs eux-mêmes tant sur les conditions de travail (usurpation des fonctions d'encadrement, par exemple) que sur la qualité et la destination du produit (dénonciation publique, refus des malfaçons dues à la cupidité des entrepreneurs, par exemple)⁷⁵. Quelques pratiques simples, grosses sans doute de conflits clarificateurs avec les autorités étatiques, patronales et syndicales, mais aussi premiers pas vers l'autodétermination ouvrière.

Quoi qu'il en soit de ces considérations, délibérément empruntées à tout un passé d'activités pratico-théoriques, le fait demeure que les *chouras* iraniens ont esquissé ; pendant une durée en général assez brève certaines des tâches que s'assignent les conseils ouvriers en période de révolution, du maintien du ravitaillement au contrôle des cadres. De même sont-ils apparus eux aussi dans une phase de relâchement forcé du pouvoir d'État et de déconsidération des syndicats. De même encore ont-ils été très vite repris en main, dévitalisés, d'abord par des organes à base territoire, les comités islamiques de quartier, qui rassemblaient sous la houlette des prêtres activistes la masse des marginaux sans objectifs définis, peuplant les ceintures de pauvreté des grandes villes. Tout semble indiquer que, dans le meilleur des cas, les *chouras* ne jouissent même pas des compétences, passablement illusoires, octroyées aux « conseils ouvriers » par l'interminable révolution de papier yougoslave, laquelle laisse en fait la gestion pratique du travail à la hiérarchie d'entreprise et à des instances territoriales extérieures à la production⁷⁶.

74. *Id.*, « Das Werden einer neuen Arbeiterbewegung », in G. Mergner (édit.), *Gruppe Internationale Kommunisten Hollands*, Reinbek, 1971 (coll. Rororo, n° 27), p. 159.

75. Cf. *Id.*, *Arbeiders-democratie in de bedrijven* (ronéo.), Amsterdam 1945.

76. Cf. Ivo, « L'autogestion en Yougoslavie », *Noir et Rouge*, n°31-32, octobre 1965 - février 1966, p. 25-40, et 33 ; avril 1966, p. 2-13 ; anonyme (S. Bricianer), *op. cit.*, p. 23-30.

Un autre aspect des événements iraniens sur lequel il est maintenant inutile de revenir longuement, c'est le manque de cohésion, la mollesse dont la caste cléricale a fait preuve pendant près d'un siècle face à l'ancien régime et à la « tactique salami » qu'il mettait en œuvre pour en rogner les prérogatives et les ressources financières comme pour en transgresser les commandements les plus sacrés. Reculades en chaîne qui expliquent pour bonne part l'aveuglement, jusqu'au dernier moment, non seulement du pouvoir impérial pétri de mépris pour une populace désarmée, mais aussi des meilleurs experts, les occidentaux comme les soviétiques. Quelques jours avant la fuite du chah (16 janvier 1979), Moscou ne lui fait-il pas encore part de son désir de maintenir avec l'Iran des « rapports de commerce et de paix » ? Pas plus malin que la CIA, le KGB ! Mais aussi les grands de ce monde s'intoxiquent eux-mêmes, persuadés qu'ils sont de nos jours qu'avec l'armée derrière eux et les médias à leur botte, d'être à jamais inexpugnables. Certes, si le régime impérial avait eu à affronter une insurrection communiste ou gauchiste, il aurait fait tuer jusqu'au dernier des manifestants, au grand et bref scandale de la conscience universelle. Mais des prêtres ! Sans organe de presse, ni émetteur télé ou radio ! Or les duodécimains activistes, à grand renfort de réunions à la mosquée et de cassettes préenregistrées, ont fait voler en éclats la logomachie interposée des gens des médias sur le « pouvoir de la communication », ses capacités de mise en condition, montrer que, dans une situation de crise donnée, ce fameux pouvoir se révèle pour ce qu'il est : du vent !



Bagdad, XIV^e siècle.

Comités et conseils

Babak Varamini

LA DESTRUCTION de l'État du chah par la population iranienne s'accompagna de la création de nouvelles formes d'organisation politique. Du début de la révolte jusqu'à la chute du gouvernement Bakhtiar, le 22 février, de tous les organes de l'État, seules restèrent sous le contrôle du régime les institutions répressives – l'armée et la police. Au cours d'une des plus longues grèves de l'histoire moderne, les anciens dirigeants perdirent pratiquement le contrôle de presque toutes les autres institutions : banques, écoles, ministères, industries d'État et privées, télévision et radio, journaux, etc. L'effondrement du pouvoir central et l'esprit révolutionnaire du moment avaient créé les conditions de l'émergence d'organisations populaires de base. Des centaines de comités se répandirent ainsi spontanément partout dans le pays, avec pour but d'assumer les besoins immédiats du peuple et d'étendre la lutte contre l'ancien régime.

Dans les villes, les comités de district utilisèrent les mosquées comme lieu de réunion. Ils étaient essentiellement organisés et dirigés par la communauté. Au début, ils étaient indépendants de tout contrôle politique. En plusieurs endroits – à Mashad en particulier, la quatrième ville du pays avec 800 000 habitants, mais également dans beaucoup de quartiers de Téhéran – ces comités fonctionnaient sous le contrôle d'assemblées quotidiennes. Parallè-

lement à ces comités, des conseils d'employés et d'ouvriers se formèrent sur presque tous les lieux de travail. Jouant un rôle décisif dans les grèves et les manifestations, ces conseils prirent un caractère nettement politique. Les conseils les plus importants étaient ceux des travailleurs du pétrole, suivis par ceux des employés de la banque et des journalistes. La lutte menée par ces conseils était si efficace qu'aucun gouvernement ne put survivre sans leur consentement. Ainsi, il n'est pas exagéré d'affirmer que les conseils et les comités furent l'outil principal de la lutte populaire qui détruisit le régime du chah. Ils constituèrent la structure organisationnelle de la grève générale ; ils organisèrent les communications à l'intérieur du pays (alors que les radios, la télévision et les journaux ne fonctionnaient plus) ; ils organisèrent la distribution de nourriture et de médicaments et ils transformèrent les immeubles publics et les hôtels en hôpitaux. La ville de Mashad fut ainsi dirigée par les conseils pendant plus de deux semaines.

Une fois au pouvoir, le gouvernement islamique n'eut pas de mal à dissoudre les comités de district ou à en prendre le contrôle. Pendant la lutte, la coordination nationale de ces comités était tombée aux mains du réseau des mollahs, lesquels possédaient leur propre organisation et poursuivaient leurs buts politiques propres. C'était la voie inéluctable, puisque la gauche traditionnelle n'avait pas d'alternative à offrir – d'autant plus que la structure religieuse avait l'avantage de se réclamer d'un symbole national, Khomeiny –, ce qui n'était pas sans importance dans un pays arriéré comme l'Iran.

D'un autre côté, beaucoup de conseils ouvriers (et même parfois des conseils d'employés) entrèrent en résistance lorsque la collaboration entre le nouveau pouvoir politique et les patrons devint ouverte. À la fin de 1979, Bazargan déplorait encore le refus de certains comités d'abdiquer leur contrôle sur les usines. Khomeiny lui-même en a exprimé le regret. En beaucoup de conseils de soldats, qui avaient vu le jour dans la dernière période de la lutte contre le chah, restaient opposés au rétablissement de la hiérarchie militaire.

Il ne s'agit pas ici de contribuer à la construction d'un mythe des conseils ouvriers iraniens. Les organisations que nous venons brièvement de décrire ne représentent pas une tentative d'organiser le pouvoir de la classe ouvrière sur la

société. Les intérêts autonomes des prolétaires qu'elles représentaient restèrent subordonnés aux buts limités et même réactionnaires de la révolte. Néanmoins, leur existence même témoigne d'un phénomène important. En Iran, société fortement religieuse, la classe ouvrière joua un rôle clef dans un mouvement de rébellion populaire; elle mena une grève générale de six mois, organisée en dehors des syndicats et des puissants partis de gauche, et caractérisée par un niveau élevé d'action de masse et d'organisation. Comme dans les mouvements révolutionnaires des pays capitalistes plus développés, cela fut rendu possible par la formation de comités ouvriers et de conseils. Ce qui confirme qu'on se trouvait là devant la forme d'organisation naturelle de la lutte ouvrière. Malgré les objectifs limités de leurs luttes, l'existence de ces formes d'organisation intégra l'expérience des ouvriers iraniens dans l'histoire des mouvements de la classe ouvrière. Et cette expérience retrouvera tout son sens lorsque la lutte renaîtra sur de nouvelles bases, véritablement révolutionnaires¹.



Syrie, XIV^e siècle.

1. Ce texte de Babak Varamini a été publié dans *Root ans Branch*, n°8, Boston, 1979.

Quelques témoignages

Aperçus des lendemains de la révolution iranienne, les témoignages qui suivent sont extraits de *L'utopie sacrifiée. Sociologie de la révolution iranienne*, de Farhad Khosrokhavar (Presse de la Fondation nationale des sciences politique, 1993).

Les agents du comité

MON FRÈRE travaille à Bassidj, au comité. Un endroit qui porte le nom de « Comité » ; mais en réalité ce sont les anciennes salles de tortures de la Savak ! C'est la même chose, il n'y a que le nom qui n'est pas pareil ! Seyed Ali a raconté l'histoire de la mère et de son fils au comité. Elle demande : « Vous l'amenez où ? – A la maison Ghasr, dit-on. – Pourquoi ? dit-elle. – Parce que, lui répond-on, le fils et son ami ont volé une moto. » Il paraît qu'il a été complice du voleur. Par la suite il a raconté qu'au comité on lui a brûlé la peau avec une cigarette allumée et qu'on l'a torturé d'autres façon encore... Qui sont les agents du comité ? Les voleurs, les buveurs, les oûlards, les fripouilles se sont casés là ! A la police, on peut voir leur casier judiciaire. Cette racaille est au service du comité. Ces types là ont blanchi les [anciennes] préfectures de police ! Ils sont pires que les flics. On n'ose plus passer devant les comités. L'an dernier, les copines de gauche voulaient passer le film de la défense de Golé-Sorkhi (militant de gauche et poète, condamné à mort et exécuté sous l'ancien régime, après sa défense sans concession devant le tribunal militaire). On l'avait déjà passé à la télé. Un Hezbollah qui avait fait quelques années d'études à l'école Feyziyéh, à Qom, a alerté le comité du quartier. Il a dit qu'on allait projeter un film pro-communiste (komounis-ti). Les agents du comité arrivent ! Je n'étais pas là moi-même, on me l'a raconté par la suite. Ils encerclent le bâtiment du lycée, armes à la main, comme si c'était la fin du monde ! Ils n'avaient

pourtant affaire qu'à une poignée de lycéennes ! Ils entrent dans le corps du bâtiment et se mettent à engueuler les élèves. Ils arrêtent une prof qui protestait, la bousculent et l'amènent au comité.

Mahin, lycéenne d'origine populaire, 17 ans.

Comment la révolution a eu lieu

NOTRE RÉVOLUTION a commencé pour des raisons matérielles ; les ouvriers font grève pour qu'on augmente leur salaire, les bureaux ferment parce qu'on est mal payé. Puis, brusquement, il se produit un changement d'état, un changement de direction : les slogans à contenu matériel s'accompagnent maintenant de slogans à contenu spirituel. Le changement est si profond qu'on abandonne l'état d'esprit matériel et on prend une attitude doctrinale. Les divers groupes politiques choisissent une vision doctrinale islamique : nous revendiquons la création de la République islamique. Brusquement on crie : « En avant vers la société sans classe et unitaire. La révolution se poursuivra jusqu'à ce qu'on réalise cet objectif. » Ou encore : « Jusqu'à la création de la République islamique, la révolution se poursuivra ». La révolution s'approfondit, les slogans changent de contenu. L'attitude matérielle du début cède la place à une approche doctrinale. Ce changement s'est produit sous l'influence du Guide : sous sa direction, le peuple est passé de l'un à l'autre, et la révolution a pris une tournure doctrinale. Dans les manifestations de rue, le peuple avait déjà choisi une approche doctrinale et ça situe notre révolution dans le droit fil du soulèvement de l'imam Khomeiny, le 15 Khordâd (1342/1963). (...) Dans le peuple le mouvement a atteint une telle intensité que l'explosion s'est enfin produite (...). La révolution du 22 Bahman (1978) a été un mouvement de masse. Khomeiny est devenu Guide parce que son langage était celui des masses (toudeh), il se servait des mots, des expressions les plus simples, comme le désiraient les masses. Khomeiny a mis en marche les masses populaires pour faire avancer la révolution. Avec quelqu'un d'autre, c'était impossible parce que notre culture est affective, sentimentale. (...) Cette culture affective n'existe que dans les bas quartier (djonoubé chahr), pas dans les hauts quartiers. Les hauts quartiers n'ont eu aucun rôle dans la révolution et n'en ont toujours pas.

Amir, 20 ans

Pire que le temps du chah

TOUT PRÈS D'ICI, il y a un centre de distribution (du pétrole); on nous donne 40 litres par semaine alors que notre voisin a eu 3 bons, il reçoit 60 litres. Avant hier je suis allé à la mosquée. Le directeur de prière faisaient la prière collective. J'ai attendu un bon moment, debout. Crevée, je me suis dit : « C'est ça l'islam qu'on nous promettait ? » Il y avait aussi une femme qui attendait comme moi et qui pleurait. Elle m'a dit : « Je te jure que je n'ai pas une goutte de pétrole par ce froid glacial. Nous ne sommes pas content de cette révolution ! » Je lui ai demandé pourquoi, elle m'a répondu : « Ces gens-là veulent pour ainsi dire nous islamiser ; comme si avant nous n'étions pas musulman, comme si l'islam ne régnait pas ! Et maintenant c'est quoi ? C'est le temps des mollah ! » Un mollah nu-pieds se fait conduire maintenant en limousine et, en plus, il vous fait signe de s'écarter de son chemin ! Les choses ne se sont arrangées que pour les mollahs, rien que pour les mollahs, seulement pour les mollahs. Et ils gavent les gens, ils ne s'occupent que d'eux. Maintenant, je te jure, c'est pire que le temps du chah. Il n'y a que le piston qui marche. Une fois le gars vient distribuer des œufs, je lui dis : « Pourquoi tu donnes trois kilos d'œufs à l'autre famille, et à nous : quinze œufs pour ma famille et quinze pour celle de ma fille ? » Il me répond : « C'est à prendre ou à laisser ! » Je menace de porter plainte au directeur des prières (de la mosquée du quartier); je lui dis que je ne crains rien et que je vais le faire même si j'y laisse ma peau. J'interroge alors Ramézoum, son chef, pour savoir pourquoi une famille a eu autant de bons, et moi pas. Il me dit qu'on s'est trompé dans la distribution des bons; puis il me tend en cachette quelques bons et me dit tout bas : « Prends ces bons, va-t'en et qu'on en parle plus ! Surtout ne te plains pas à la mosquée. » Je lui réponds : « Tu le vois bien, c'est pire que le temps du chah » Sous le chah, on les traitait (les autorités) d'escrocs. Maintenant, je vous jure que c'est pire.

Chahin, habitante des quartiers populaires



Ispahan,
début XVII^e siècle.

Chronologie

12 mars 1786. – Mohammad Khan Qadjar s'empare de Téhéran qui devient la capitale de l'Iran. La dynastie Qadjar éloigne progressivement la caste cléricale de la vie politique.

1890. – Le chah concède le monopole des tabacs aux Britanniques. Réaction des religieux, des milieux commerçants et des intellectuels qui forment une alliance nationaliste.

1905-1911. – Révolution constitutionnaliste menée par cette alliance contre la dynastie Qadjar. Élection d'un parlement.

1907. – Convention anglo-russe, partageant la Perse en deux zones d'influence.

1917-1921. – Révolte des Jangali (les hommes de la forêt), dans la région de la mer Caspienne, contre la domination impérialiste. Leur chef, Kuchik Khan, un religieux, deviendra par la suite un des héros de la révolution islamique. Les Jangali exproprient les gros propriétaires fonciers et appellent à la formation d'un gouvernement constitutionnel. Après 1920, ils reçoivent le soutien des bolcheviques et des socialistes iraniens. Ils sont finalement écrasés par les troupes du colonel Reza.

Février 1921. – Coup d'État de Reza Pahlavi, soutenu par les Britanniques, contre la dynastie Qadjar. Il s'affronte à la méfiance des religieux qui craignent l'avènement d'une république laïque sur le modèle turc.

Décembre 1925. – Reza Pahlavi se fait déclarer roi. Il protège les religieux de Qom afin de contrecarrer l'influence grandissante des idées socialistes.

1930. – À 28 ans, Khomeiny publie ses premiers textes sur l'éthique religieuse et le mysticisme. En 1937, il devient le secrétaire personnel de l'ayatollah Borujerdi. Ce religieux défend l'apolitisme du clergé tout en cultivant des liens proches avec le chah.

1941. – Importants mouvements de grèves et essor du mouvement syndical; le Conseil central unifié (CCU), contrôlé par le parti communiste (Toudeh), regroupe 400 000 ouvriers appartenant à plus d'une centaine de syndicats. L'organisation sera interdite en 1949.

1943. – Khomeiny publie son premier texte politique, *Kashf Al-Asrar* (Secrets non révélés). Il y défend le chi'isme contre le wahhabisme, attaque la politique séculière du chah, défend l'État comme institution fondamentale de la société tout en considérant la monarchie comme légitime. Selon lui, même si les gouvernants prennent souvent de mauvaises décisions, « il vaut mieux une mauvaise décision que pas de décision du tout ». Il réaffirme que la propriété privée est un don de Dieu que l'Islam se doit de protéger. Après la publication de ce texte, il se retire à nouveau.

Août-septembre 1944. – L'Iran est envahi par les troupes soviétiques et britanniques. Leur objectif est de contrôler la route de Russie, garder la mainmise sur les champs pétroliers et soustraire la région à l'influence allemande. Reza, qui mène une politique favorable à l'Axe, est forcé d'abdiquer en faveur de son fils Mohammad Reza. Deux ans plus tard, pendant la « guerre froide », sous la pression américaine, les troupes soviétiques quittent la province de l'Azerbaïdjan.

Avril 1951. – Le Premier ministre Mossadegh nationalise l'industrie pétrolière aux mains du capitalisme britan-

nique et limite les pouvoirs du chah. En 1953, celui-ci se réfugie en Italie. La fédération syndicale CCU est à nouveau autorisée. Khomeiny ne prend pas position sur la politique nationaliste de Mossadegh. Le parti communiste Toudeh soutient les nationalisations du pétrole seulement dans le Sud, afin de protéger les intérêts de l'URSS qui importe le pétrole extrait dans le Nord.

Août 1953. – La CIA et les services secrets britanniques organisent un coup d'État contre Mossadegh. Retour du chah. Les organisations syndicales sont à nouveau interdites, de nombreux militants, dirigeants syndicaux et communistes sont arrêtés. Le régime crée des syndicats jaunes.

1961. – Début de la « Révolution blanche », elle comporte un programme de réforme agraire et des lois élargissant les droits des femmes.

1963. – Khomeiny attaque violemment le chah, l'accusant de violer la constitution et d'aller à l'encontre de la doctrine de l'Islam. Il se garde, cependant, de condamner la réforme agraire en se démarquant ainsi des grands propriétaires fonciers. Arrêté, il est condamné à deux ans de prison. Son arrestation déclenche de violentes manifestations réprimées dans le sang par l'armée. En trois jours, il y aura 10 000 morts. Interdiction des partis, remplacés par un parti unique (l'Iran Novin) et son organisation ouvrière. Pendant ces années, Khomeiny subit l'influence des luttes sociales et de la pensée de certains radicaux nationalistes marxistes-léninistes, dont le plus connu est l'écrivain Jalal al-Ahnad, ancien communiste (Toudeh) qui mêle, dans ses analyses, lutte des classes et valeurs de l'Islam.

Novembre 1964. – Khomeiny est forcé de s'exiler en Turquie. Un an après, il s'installe à Najaf, ville chi'ite du sud de l'Irak. Dans ses écrits, il présente ouvertement le chah comme un valet de l'impérialisme nord-américain. À Najaf, il donne des cours sur le droit islamique qui sont très suivis. En Iran, la forte rente pétrolière entraîne le développement économique, l'urbanisation massive et une hausse du niveau de vie moyen.

1970. – Au début de l'année, d'importants mouvements de grèves sauvages éclatent dans l'industrie. L'armée tire sur

les ouvriers de l'usine textile Djahanchid, tuant 40 personnes. Khomeiny commence à dénoncer la monarchie, qu'il déclare incompatible avec l'Islam. Il rompt définitivement avec l'apolitisme et revendique un rôle politique pour le clergé, lequel doit maintenir vivante la conscience nationale anti-impérialiste. Ses interventions sont massivement diffusées en Iran.

1971. – Grandes grèves du secteur textile. Celle de l'usine Djahanchid est réprimée dans le sang. Deux ans plus tard, les mouvements reprennent dans le même secteur. Les prix du brut montent en flèche. La résistance organisée au régime prend surtout la forme d'actions de guérilla, menées par deux organisations, les feddayins (marxistes-léninistes) et les modjahidins (islamistes). Des patrons ayant fait intervenir l'armée contre les grèves sont exécutés par la guérilla.

1976. – Le gouvernement augmente les impôts, accélérant l'inflation et attisant le mécontentement. Des manifestations ont lieu dans les bidonvilles. Fin 1976, la fraction moderne de la bourgeoisie crée le Front national, parti d'opposition, avec Bazargan à sa tête.



LES ANNÉES RÉVOLUTIONNAIRES

Les braises rougissent... – Tout au long de l'année 1977, le mécontentement s'intensifie face au régime. L'agitation est particulièrement forte dans les campagnes touchées par la réforme agraire ainsi que dans la périphérie des zones urbaines, envahies de migrants. Des affrontements ont lieu régulièrement entre la police et le peuple qui s'entasse dans des bidonvilles de Téhéran. Dès le mois de janvier, à Téhéran, les étudiants tentent d'expulser les « savaki » (police politique) du campus. La crise économique et sociale entraîne une crise politique, avec des changements successifs à la tête du gouvernement. Le 19 novembre, à Téhéran, la police tente de mettre fin à une soirée culturelle, la foule envahit alors les rues en scandant des slogans hostiles au régime. La rue est reprise, mais il y aura un mort et de nombreux blessés. Pendant dix-sept jours, les manifestations de protestation se succèdent. L'agitation sociale devient endémique.

Le feu prend et se propage. – 7 janvier 1978, *Ettelâ'ât* – journal pro-gouvernemental – traite Khomeiny d'agent de la Grande-Bretagne et d'homosexuel, déclenchant des protestations massives. Des émeutes éclatent à Qom, Machad, Ahvâz, Shirâz, Kermân, Ispahan... On signale de nombreux morts. Le 19 janvier, le bazar de Téhéran se met en grève.

En février, à Qom, la manifestation pour le deuil des morts, quarante jours après celle du 9 janvier, se termine également dans le sang.

18 février, la ville de Tabriz se soulève pendant trente-six heures. La foule s'attaque aux symboles du régime. L'armée tire et on compte une centaine de morts. Quelques jours plus tard, les insurgés tiennent la ville pendant presque vingt-quatre heures.

10 mars, des manifestations violentes causent plusieurs morts à Ispahan, alors que des émeutes sont également signalées dans d'autres villes. Le 30 mars a lieu une journée de deuil et de grève générale.

9 avril, 300 000 partisans du régime manifestent à Téhéran appelant à la formation de comités d'autodéfense. Vers la fin du mois, les universités se soulèvent. Début mai, la grève gagne le bazar, à Téhéran. Plusieurs villes, dont Qom, sont en état d'insurrection. Le 11 mai, l'armée tire sur une manifestation à Téhéran et, quatre jours plus tard, la police donne l'assaut à l'université de Téhéran et occupe le Bazar. En juillet, les émeutes et les affrontements se poursuivent à Téhéran, Ispahan, Tabriz, Chirâz et d'autres villes. Le 22 juillet, une manifestation ouvrière à Machad est réprimée dans le sang et l'on compte 40 morts.

11 août, le gouvernement proclame la loi martiale, alors que des scènes de guerre civile se généralisent en province et que des attentats (alors attribués à la Savak) ont lieu. L'incendie du grand Rex d'Abâdân fait 377 morts.

État d'insurrection et début de grève générale. – Fin août 1978, un réformiste musulman est nommé à la tête du gouvernement, alors même que le mouvement de grève prend de l'ampleur, mené par des comités de grève. Le 30 août, les grèves ouvrières éclatent à Tabriz, Ahwaz, Téhéran, Haft Tapeh, Arak, Machad, Andimenchk, Kermanchah et Recht, au complexe pétrochimique de Bandar Chalpour et parmi les ouvriers de la Nioc à Ahwaz. À Téhéran, la grève gagne la raffinerie et s'étend dans les

quartiers sud de la ville (les quartiers pauvres). Dans la pétrochimie surtout, les grèves sont menées par les comités de grève et les conseils d'usine.

7 septembre, un demi-million de personnes défilent dans Téhéran, bien que la manifestation ait été interdite et que les groupes d'opposition (Front national et religieux) se soient pliés à l'interdiction. Le jour suivant, la loi martiale est instaurée et l'armée tire sur la foule à la sortie de la mosquée de la place Jâleh. Il s'ensuit des batailles meurtrières dans les quartiers sud-est de Téhéran jusqu'au lendemain. Il y aura 4 000 morts selon l'opposition, 87 officiellement... Ce jour passera dans l'histoire comme le « Vendredi noir ».

Les journées de deuil pour les morts et les appels à la grève se succèdent. Celle-ci fait tâche d'huile et touche désormais les secteurs stratégiques comme celui du pétrole. À partir d'octobre, toutes les raffineries sont paralysées. Les ouvriers de la raffinerie de Téhéran réclament la levée de la loi martiale. De son côté, Khomeiny appelle à la résistance passive.

6 octobre, Khomeiny est à Paris. Il s'installe dans la propriété d'un riche homme d'affaires iranien en exil et devient la figure centrale de l'opposition au régime.

Dans les villes, les confrontations et les combats de rue sont quotidiens, les morts s'additionnent. À la mi-octobre, les grèves s'étendent encore : elles touchent désormais la banque, les mines de cuivre de Kermâ. Le pays est paralysé et les ressortissants occidentaux commencent à partir. Le 31 octobre, l'armée occupe les champs de pétrole d'Abâdân pour éviter que les grévistes ne s'en emparent. Quelques jours plus tard, elle tire sur une manifestation partie de l'université. Les manifestants forment de petits groupes très mobiles et attaquent les banques et l'hôtel Intercontinental, où se trouvent les journalistes étrangers. Les jours suivants, usant de la même tactique, des dizaines de milliers d'insurgés détruisent banques, débits de boissons, cinémas... La statue du chah est déboulonnée. Des postes de police, l'ambassade de Grande-Bretagne et le ministère de l'Information sont saccagés. Pour la première fois, un certain flottement est perceptible dans l'armée, qui laisse faire.

6 novembre, l'armée prend la tête du gouvernement, des généraux sont nommés dans les ministères de l'Intérieur et du Travail en particulier.

10 et le 11 novembre, à l'occasion du neuvième et dixième jour rituel du deuil, plus de deux millions de personnes manifestent à Téhéran.

2 décembre, le pouvoir se raidit encore : tout rassemblement est interdit. Ce mois correspond au mermoharram – le mois des martyrs chi'ites. Chaque jour, des processions se terminent en émeutes réprimées dans le sang. La liste des nouveaux martyrs s'allonge. Le couvre-feu est bravé par d'énormes embouteillages. L'agitation gagne l'ensemble du pays, les villes sont en ébullition et le pouvoir est sur la défensive.

Quand la crise gagne l'armée, le chah s'en va. – 11 décembre 1978, l'armée quitte Téhéran pour les collines du nord de la ville, où s'est déjà réfugiée la haute bourgeoisie. Dans les rues, 1 à 2 millions de manifestants laissent exploser leur joie.

29 décembre, le peuple insurgé attaque la prison de Hamadân. Les généraux quittent le gouvernement et le chah appelle le libéral Bakhtiar à former un gouvernement. En raison de la grève, l'exportation du pétrole iranien est complètement suspendue.

7 janvier 1979, le Front national, force d'opposition, appelle à une manifestation anti-Bakhtiar. Le jour suivant, c'est aux religieux de défilier contre lui.

16 janvier 1979, on annonce le départ du chah. C'est la liesse à Téhéran, c'est la liesse : on déboulonne les statues, on rebaptise les rues... Mais l'armée tire sur la foule à Ahvâz, faisant 700 morts. Les manifestations (entre 1 et 4 millions de personnes) se succèdent à Téhéran réclamant la démission du conseil de régence et du premier ministre Bakhtiar. Les aéroports sont fermés. Le 19 janvier, 2 à 4 millions de personnes manifestent en réclamant la démission du gouvernement à Téhéran. Les affrontements sanglants avec l'armée se poursuivent.

1^{er} février, Khomeiny est accueilli par la foule à Téhéran. Il crée un conseil de la révolution (à la place du conseil de régence du chah) et nomme le libéral Bâzargân chef du gouvernement. Soutenu par d'énormes manifestations, celui-ci, dès le 5 février, exhorte les travailleurs à donner une journée de travail symbolique à la patrie.

Le bref affrontement entre les deux centres de pouvoir et la poussée insurrectionnelle. – Khomeiny lance les pre-

miers appels au calme, le gouvernement tente de remettre les travailleurs au travail alors que les mollahs surveillent la rue. Il s'agit désormais de donner un coup d'arrêt au mouvement, de lui trouver un débouché politique.

Mais le 9 février 1979, des affrontements à Téhéran entre deux forces militaires – l'une fidèle à l'ancien régime et l'une autre sympathisant avec Khomeiny – relancent l'agitation. Les habitants du quartier Farahâbâd s'en mêlent et sont armés par les militaires partisans de Khomeiny, la rue se hérissé de barricades. Le couvre-feu est instauré mais l'insurrection s'étend. Dans les jours qui suivent, des manufactures d'armes et des commissariats sont pris d'assaut par les insurgés. L'armée annonce à la radio qu'elle se retire et proclame sa neutralité. La radio et la télévision tombent aux mains des rebelles. Les mollahs sortent à nouveau dans la rue à la tête des comités de quartier, qu'ils mobilisent pour faire la police.

12 février 1979, le gouvernement provisoire de Bazargan s'impose à la tête de l'État. Khomeiny lance un appel à l'ordre et au désarmement de la population : « les armes doivent être déposées dans les mosquées. (...) Seuls les soldats islamiques ont le droit d'être armés (...) Tout acte d'incendie et de sabotage équivaut désormais à un acte de trahison. »

Le lendemain, Américains et Russes reconnaissent le nouveau régime.

14 février, les feddayins (partisans de la propagande armée) occupent l'ambassade américaine, mais sont délogés par les nouvelles autorités. Bazargan appelle à la fin de la grève pour le 17 février, dans l'intérêt de l'économie et de la révolution. Le parti communiste s'associe à l'appel pour la reprise du travail.

Le nouveau pouvoir islamiste tente de ramener l'ordre dans la production. – 19 février 1979, se référant à la situation dans l'industrie pétrolière, Bazargan déclare : « Il faut exporter, sinon la révolution va marquer le pas. » Le Parti de la république islamique (PRI) est fondé. Quelques jours plus tard, son porte-parole est encore plus explicite : « Les ouvriers ont certes repris le chemin de l'usine, mais ils passent leur temps à tenir des réunions politiques. Si cela continue, ce sera la catastrophe. »

Du 8 au 12 mars, des femmes manifestent sans voile aux cris de « À bas Khomeiny ». Elles sont violemment atta-

quées par des islamistes armés. Au Kurdistan, des affrontements ont lieu sur la question de l'autonomie.

30 et 31 mars 1979, 98 % des électeurs votent oui au référendum proclamant l'instauration de la République islamique.

Début mai, Khomeiny légalise la milice du nouveau régime islamique : les gardiens de la révolution (Pasdaran). Le chah et d'autres hauts dignitaires de l'ancien régime en exil sont condamnés à mort par contumace. Parmi ceux arrêtés, certains sont exécutés. En même temps, les comités islamiques de quartier commencent la chasse aux gauchistes.

7 mai, Khomeiny intervient contre la poursuite des grèves. Il déclare : « Ceux qui incitent les ouvriers à continuer la grève sont coupables de trahison, plus que les assassins de l'ancien régime. » 30 mai, Bazargan déclare que toutes les interventions des comités de grève dans la gestion des entreprises ou dans l'embauche seront considérées comme contre-révolutionnaires.

Parmi les grèves dures, celle des dockers de Khorramshar gêne particulièrement le nouveau régime. Fin mai, début juin, des combats éclatent entre les grévistes et les gardiens de la révolution, lesquels reprennent le contrôle de la ville, mettant fin à la grève.

Au congrès du réseau des conseils d'entreprise sont présents plus de 300 délégués d'environ 90 grandes entreprises. Après le premier congrès des conseils ouvriers, le ministère de l'Industrie décrète la dissolution du réseau.

Pendant tout le mois d'avril, des affrontements feront rage entre les diverses factions politiques.

22 juin, la manifestation du Front national démocratique est réprimée par le Hezbollah et, le 5 juillet, Khomeiny amnistie la police de l'ancien régime. Des nationalisations sont effectuées dans la banque, les assurances et l'industrie.

Malgré la reprise en main policière, les manifestations et les émeutes reprennent à Khorramshar et à Ahvâz. Des sabotages sont signalés dans l'industrie du pétrole (oléoducs) et les transports. Le gouverneur de la province du Khuzestan où se déroulent ces troubles déclare : « La population qui fut exploitée et opprimée, sans pouvoir se plaindre, pendant des décennies par les chahs, imagine aujourd'hui qu'elle peut tout obtenir tout de suite. »

3 août, élection de l'assemblée des experts chargée de rédiger la nouvelle constitution. En raison d'un large boy-

cott, les candidats sont essentiellement issus du parti de la république islamique. La loi sur la presse est promulguée le 6 août, à la suite de quoi 73 journaux sont interdits. Les troubles dans le Kurdistan iranien reprennent début septembre, faisant des centaines de morts.

7 septembre, un million de manifestants célèbrent à Téhéran l'anniversaire du Vendredi noir.

1^{er} novembre, l'ayatollah Tabatabaï, représentant personnel de l'imam, est assassiné à Tabriz. 4 novembre, une manifestation aboutit à l'assaut et à l'occupation de l'ambassade des États-Unis par les étudiants islamistes ; le personnel diplomatique est pris en otage. Bazargan, le Premier ministre, démissionne le 6 novembre.

Du 6 au 10 décembre, à Tabriz, les affrontements armés font rage entre les partisans de Khomeiny et de Chari'at-Madâriune ; l'émeute se transforme en soulèvement. L'armée reprend finalement le contrôle de la ville, où l'extrême gauche des feddayins était bien implantée et où s'était mise en place une coordination de conseils d'usine.

La constitution de la République islamique est approuvée par référendum en décembre. En juillet, le chah meurt en Égypte.



LA NORMALISATION DE LA RÉVOLUTION

Août 1980. – Le nouveau régime légalise les conseils islamiques dans les entreprises, leur attribuant un pouvoir consultatif limité. 22 septembre, début de la guerre Iran-Irak. Vers la fin de l'année, pratiquement tous les conseils ouvriers de la période révolutionnaire ont disparu, remplacés par les conseils islamiques. De nombreux militants de ces premiers conseils sont licenciés.

Janvier 1981. – Ronald Reagan est élu président des États-Unis. Le personnel de l'ambassade américaine est libéré. En octobre, Ali Khamenei est élu président de la République.

1982. – Après l'invasion et l'occupation du Liban-sud par l'armée israélienne, l'Iran envoie des milices islamiques dans la vallée de la Bekaa, à l'est du Liban. Dans le discours officiel, le terme « opprimés » (*mostazafin*) n'est plus une catégorie économique de classes, mais devient synonyme

de partisan du régime, y compris pour les riches commerçants (bazaris). L'idéologie d'une nation d'« opprimés » fait son apparition.

Novembre 1986. – Le scandale Iran-Contra éclate aux États-Unis ; on apprend que l'administration américaine a financé les rebelles anti-sandinistes au Nicaragua avec l'argent de vente d'armes à l'Iran.

Juillet 1988. – Khomeiny accepte un cessez-le-feu avec l'Irak.

Février 1989. – Khomeiny promulgue une fatwa contre Salman Rushdie, accusé de blasphème contre l'Islam pour son livre *Les Versets sataniques*. Une somme de 2.6 millions de dollars est offerte à celui qui exécutera l'écrivain. En juin, décès de Khomeiny. L'assemblée des experts désigne Ali Khamenei comme successeur. Rafsanjani est élu président de la République islamique.

Janvier 1991. – Guerre du Golfe. La république d'Iran opte pour la neutralité.

Mai 1997. – Le candidat réformateur Khatami est élu président de la République contre le candidat religieux conservateur.

Janvier 1998. – Khatami entame une ouverture diplomatique vis-à-vis des États-Unis qui est bien accueillie. Réapparition d'une presse d'opposition. Karbashi, maire réformiste de Téhéran, est jugé pour faits de corruption et condamné à deux ans de prison. En septembre, Khatami déclare que l'affaire Rushdie est classée et que la fatwa de Khomeiny n'est plus valable. Plusieurs intellectuels dissidents sont assassinés par la police secrète.

1999. – Depuis le début de l'année, des grèves pour des augmentations de salaires éclatent dans les grandes villes. Des juifs sont arrêtés et accusés d'espionnage au profit d'Israël. Les premières élections locales voient un raz de marée des candidats religieux réformistes. Le journal de gauche *Salaam* est interdit en juin. Les étudiants manifestent contre la nouvelle loi sur la presse et l'université de Téhéran est investie par la police. Il s'ensuit six jours de manifesta-

tions et d'affrontements de rue avec la police. En octobre, Addollah Nouri, ex-vice-président et ministre de l'Intérieur de Khatami, est jugé et condamné après avoir fait publié des articles considérés comme anti-islamiques dans son journal *Khordad*. Il est condamné à 6 ans de prison.

Février/mai 2000. – Les candidats réformistes religieux sortent vainqueurs des élections parlementaires. En mars, les États-Unis reconnaissent leur implication dans le coup d'État de 1953 et assouplissent l'embargo. Sept publications réformistes sont interdites en avril, accusées de diffuser des articles anti islamiques. En novembre et décembre, à Téhéran, des grèves éclatent dans des entreprises qui protestaient contre le retard dans le paiement des salaires et des cotisations sociales ; des manifestations ont lieu devant le Parlement et la mairie de Téhéran.

Juin 2001. – Khatami est reconduit dans ses fonctions de président de la République islamique. Les manifestations et les grèves contre les conséquences des privatisations dans les entreprises appartenant à la fondation religieuse-étatique se généralisent. Le non-paiement des salaires et les licenciements sont au centre de ces mouvements.

Octobre 2001. – Le gouvernement iranien condamne l'attaque du 11 septembre à New York et Washington. Tout en refusant de coopérer avec l'intervention militaire américaine en Afghanistan, la République islamique soutient les factions tadjik persanophones de l'Alliance du Nord. Les États-Unis continuent à s'opposer à l'entrée de l'Iran dans l'Organisation mondiale du commerce (OMC). La défaite de l'équipe nationale de football déclenche de violentes émeutes à Téhéran et à Narmak, qui se transforment en manifestations politiques contre le pouvoir religieux.



BREF BILAN POUR UNE SUITE...

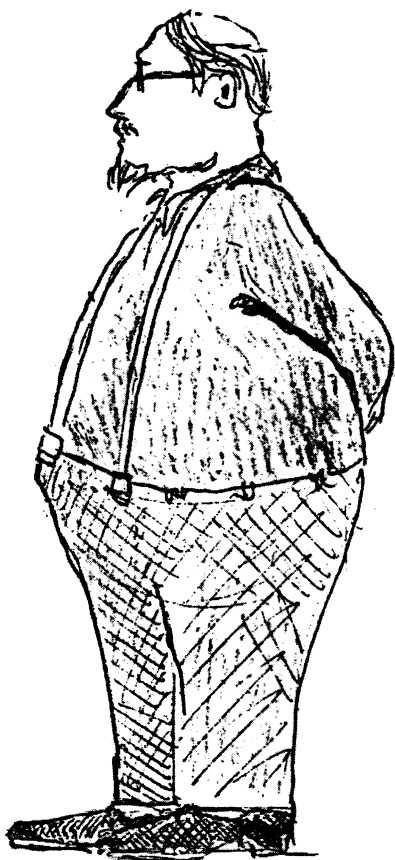
Vingt ans après la révolution, la population iranienne a doublé en nombre et 70 % des Iraniens ont moins de 30 ans. L'inflation moyenne depuis la révolution est de près de 20 %, provoquant la paupérisation croissante d'une

partie de la population. En 1999, le taux de chômage officiel est évalué à 16 %. En réalité il est compris entre 25 et 30 % et il touche surtout les jeunes qui sortent du système scolaire, parmi lesquels la drogue fait des ravages. Le secteur dit « informel » correspond approximativement à un tiers de l'économie et fait vivre une large partie des classes populaires. L'État continue à subventionner des centaines de produits de consommation courante ainsi que des services nécessaires au maintien de la paix sociale. En 2000, même si elle est en baisse, la dette extérieure reste supérieure à ce qu'elle était sous le régime du chah. La politique de désendettement dépend essentiellement du solde budgétaire, fonction des fluctuations du prix du pétrole.

Dans une économie contrôlée à 85 % par le secteur public, le secteur privé fonctionne sous la protection de l'État, lié à lui par la corruption et les systèmes divers d'avantages et de privilèges. La caste cléricale conservatrice est à la tête d'une fondation religieuse officielle qui contrôle aujourd'hui 40 % de l'économie. La classe des nouveaux riches, les aghazadeh, « parvenus » sont, grâce à leurs relations, les véritables enfants de la révolution islamique...



Traité sur les étoiles fixes. Bagdad, XI^e siècle.



*Serge Bricianer, milieu des années soixante dix,
croquis au crayon réalisé par un collègue de travail.*

Serge Bricianer

1923-1997

Charles Reeve

SERGE BRICIANER est né à Paris, le 15 février 1923, au sein d'une famille aisée, d'origine juive moldave, que la crise de 1929 allait toucher durement. Dès sa jeunesse, il est obligé de travailler comme tailleur-fourreur, jusqu'aux années 60, époque à partir de laquelle il exerça le métier de traducteur, essentiellement pour Gallimard. À partir des années 70, il devient correcteur, à l'*Encyclopaedia Universalis* tout d'abord et ensuite au *Robert*, qu'il quittera pour partir à la retraite.

Pendant l'occupation, pour échapper aux rafles anti juives, Serge Bricianer se réfugie à Marseille, à Nice et en Suisse. Dans les années 40, il est proche des Jeunesses communistes, puis des milieux anarchistes. Il revient à Paris à la fin de la guerre, participe aux discussions sur le « contenu de classe » de l'URSS au sein du mouvement trotskiste, mais, très vite, se range dans le courant des communistes de conseils, qui critique l'électoratisme, le syndicalisme intégrateur, les politiques de front populaire et caractérise l'URSS comme régime capitaliste d'État. Il devient proche de Canne Meijer, membre du groupe des communistes internationalistes de Hollande (GIK), lui-même en relation avec Anton Pannekoek. Il fréquente également les surréalistes et signe le manifeste *Rupture inaugurale* du 21 juin 1947, après avoir demandé l'adjonction des noms de

Liebknecht et de Rosa à la liste des « témoins » du peuple allemand. Reprochant à Breton et à ses amis qu'une « condamnation sans nuances ne fût pas passée sur le bolchevisme », il s'éloigne. Mais il préserve son amitié pour le photographe Gilles Ehrmann, les peintres Victor Brauner et Herold, les poètes Jean-Pierre Duprey et Gherasim Luca, ceci malgré des désaccords politiques et personnels. Il gardera également un profond respect pour Benjamin Péret. En 1950, Serge Bricianer intègre le groupe Internationalisme avec, entre autres, Marc Chirik, Jean Malaquais et Louis Évrard. Le groupe se dissout après 1952, à l'époque de la guerre de Corée qui, pour certains, est le prologue de la troisième guerre mondiale, entre les États-Unis et l'URSS. Il rejoint le groupe de discussion de Maximilien Rubel, auquel participeront, à un moment ou un autre, Augustin Rodriguez, Ngo Van, Beno Sarel, Nathalia Trotsky, Étienne Balasz, Louis Gontarbert, Sophie Galienne, Louis Janover, Daniel Saint James et Rina Saint James, pour n'en citer que quelques-uns.

La révolte des ouvriers berlinois en 1953 et, trois ans plus tard, le soulèvement hongrois annoncent la critique pratique des systèmes de capitalisme d'État et avivent les discussions au sein de la revue *Socialisme ou Barbarie*. Serge Bricianer y participe, intervenant en particulier dans les débats sur le contenu du communisme, y exposant son interprétation de la révolution russe et allemande de 1918-1923, discutant le principe des conseils ouvriers. Comme d'autres, il finit par s'éloigner, en désaccord avec l'obsession de la bureaucratie, le fétichisme des ouvriers et l'idée du parti qui, selon lui, caractérisent le travail de la revue. Il publiera, dans *S. ou B.*, « À propos de l'Opposition ouvrière » (n° 36, avril-juin 1964).

Le début de la guerre d'Algérie et la position à prendre face aux événements, l'analyse des mouvements nationalistes, vont voir s'affronter des conceptions diverses dans les cercles communistes oppositionnels. Dans le cercle de Rubel, si personne n'est pour un soutien ouvert au FLN, vu comme embryon de la nouvelle classe dominante, des désaccords se manifestent. Certains, dont Serge Bricianer, insistent sur le fait que la décolonisation va moderniser la société, que les révolutions nationales dans les pays sous-développés sont une sorte de passage obligé pour un déve-

loppement capitaliste et pour la possibilité d'un mouvement prolétarien. Malgré les désaccords, Serge Bricianer continue à travailler avec Rubel pour l'édition du *Marx* de la Pléiade (Gallimard) ; il écrit également de nombreux articles pour sa revue, *Les Cahiers de l'ISMEA*.

À la fin des années 50 et au début des années 60, il fréquente divers petits rassemblements. Il y a, tout d'abord, le groupe réuni autour de Claude Lefort, qui a quitté *S. ou B.* en désaccord avec la conception avant-gardiste de Castoriadis. Plus tard, il y a le projet du regroupement inter-entreprises, « Informations et liaisons ouvrières » (ILO), qui précède « Informations et correspondance ouvrière » (ICO), animé par Henri Simon. Pendant toutes ces années, Bricianer continue à travailler sur la révolution allemande, l'opposition de gauche au bolchevisme et sur la question de l'État dans l'œuvre de Marx. Il s'intéresse également à la pensée révolutionnaire de Bakounine. Il écrit pour la revue de Maurice Nadeau, *La Quinzaine littéraire*. On y remarque en particulier, une féroce critique de l'ouvrage du stalinien Gilbert Badia, *Les Spartakistes*.

Dès le début des années soixante, il est en contact avec Paul Mattick, avec qui il entretient une amitié serrée. Il continue à participer aux réunions d'ICO et écrit divers articles et chroniques de lecture pour le bulletin, dont un texte sur la fonction intégratrice des Comités d'entreprise (1966). Serge Bricianer est toutefois critique vis-à-vis de l'orientation du groupe, regrettant la faiblesse des débats politiques et théoriques. Particulièrement sensible à toute tentative d'exprimer une nouvelle perspective socialiste, il découvre le premier numéro de *L'Internationale situationniste*. Le contact s'établit avec Guy Debord qui s'intéresse à l'expérience des conseils ouvriers mais tourne court. Pour Serge Bricianer, Debord avait tendance à fétichiser l'idée de conseils.

Après mai 68, Serge Bricianer participe à la rédaction de la brochure d'ICO, *La grève généralisée en France*. En même temps, il travaille sur son livre *Pannekoek et les conseils ouvriers*, qui paraîtra en 1969 aux éditions EDI. C'est la première œuvre en français sur ce penseur marxiste, dont des circonstances historiques particulières ont fait le principal représentant théorique du courant du communisme de

conseils. Les réunions internationales organisées par ICO voient s'exprimer diverses tendances. Serge Bricianer est particulièrement agacé par les élucubrations pour et contre un soi-disant courant « conseilliste ». Il y voit une imposture et une fraude, forgées de toutes pièces à partir de falsifications historiques et de la fétichisation de la forme conseil. En 1978, il reviendra sur la question dans un article, « Quelques procédés de l'anti-conseillisme », dans la revue *Spartacus* (n° 11). Depuis 68, deux tendances principales s'affrontaient dans les réunions d'ICO : pour ou contre un activisme gauchiste directement issu du mouvement de mai. En 1969, dans un article titré « La Différence », Serge Bricianer expose sa position et prend ses distances avec un certain spontanéisme et l'orientation de la revue. Il y défend l'action théorique comme opposition nécessaire en période d'intégration capitaliste, critique la simplification qui oppose « expérience directe » et idéologie, faisant remarquer que la situation et la place des individus dans la production n'est pas une garantie contre l'idéologie. Il souligne que l'expérience n'existe pas tant qu'elle n'est pas pensée par ceux qui la vivent et que, inversement, toute action sociale implique une pensée. En somme, Bricianer critique l'idée de la prise de conscience comme simple reflet.

En 1972, avec deux jeunes amis, il commence la publication d'une série de cahiers sous le titre *Mise au point*. Un premier numéro sur Wilhelm Reich sera suivi de deux autres, sur la lutte de Lip et sur les luttes autonomes après la chute du régime fasciste au Portugal en 1974 ; c'est à cette période qu'il se lie de forte amitié avec Christian Lagant, un des fondateurs de la revue anarchiste *Noir et Rouge*, correcteur comme lui au *Robert*. Connu pour ses positions éthiques, Lagant interviendra à l'assemblée du syndicat des correcteurs pour défendre Bricianer contre ceux qui ne voient pas d'un bon œil la présence parmi eux de quelqu'un catalogué comme « anti-syndicaliste ». De Paul Mattick, Bricianer traduira plusieurs textes, dont, en 1972, *Marx et Keynes*, (Gallimard), critique des solutions provisoires du keynésianisme à la crise capitaliste. En 1975, il présente un choix de textes de Karl Korsch, *Marxisme et contre-révolution*, qui sera édité par Le Seuil. Il accompagne, de 1975 à 1979, l'expérience de la revue *Spartacus*,

où il publie deux articles. Il réédite ensuite, pour les éditions Spartacus, la *Réponse à Lénine* de Gorter. À partir de 1986, Serge Bricianer suit avec intérêt, mais à distance, l'expérience de la revue *Les Cahiers du doute* (1986-1989) et ensuite celle du « Cercle Berneri ». Déjà malade, il travaille de façon irrégulière à un manuscrit sur l'Islam. En 1995, le décès soudain de son grand ami Louis Évrard l'affecte profondément.

Serge Bricianer meurt victime d'un cancer du poumon, dans une clinique de la banlieue parisienne, le 12 juin 1997. On gardera de lui le souvenir d'un être réservé, sensible, digne et intègre, rétif à toute forme de pouvoir ou de promotion personnelle, ennemi des compromis, d'une grande exigence intellectuelle, fidèle aux amitiés et aux idéaux de l'émancipation sociale.



Nous avons utilisé la note biographique élaborée par un groupe d'amis de Serge Bricianer, consultable à la BDIC, que nous avons complétée par des souvenirs personnels et d'autres sources.



Traité sur les étoiles fixes. Bagdad, XI^e siècle.



Iran, XVII^e siècle.

Sommaire

<i>Avant-propos, Ab irato</i>	5
<i>Une étincelle dans la nuit</i>	13
<i>Comités et conseils, Babak Varamini</i>	51
<i>Quelques témoignages</i>	54
<i>Chronologie</i>	57
<i>Serge Bricianer, Charles Reeve</i>	71

« Comprendre le monde n'a de sens
que si c'est pour le transformer »

Chez Ab irato

- ✕ *La guerre et la Révolution*
Karl Korsh, 2000. 3 €
- ✕ *D'une guerre à l'autre – parole sur l'Algérie*
Entretien anonyme, 1999. Épuisé (*)
- ✕ *De la pauvreté et de la nature fétichiste de l'économie*
Paul Mattick, 1998. 3 €
- ✕ *Contrôle urbain, l'écologie de la peur.*
Mike Davis, 1998. 3 €
- ✕ *Un art d'économie mixte.*
Barthélemy Schwartz, 1997. Épuisé (*)
- ✕ *Portrait de Phillippe Sollers.*
Barthélemy Schwartz [attribué à Arthur Cravan],
1996, rééd. 1999. 3 €
- ✕ *Au delà des passe-montagnes du sud-est mexicain*
Charles Reeve, Sylvie Deneuve, Marc Geoffroy,
1996. Épuisé (*)
- ✕ *Malcom X à Hollywood.*
Charles Reeve, 1994. Épuisé (*)

(*) Textes accessibles sur le site web d'Ab irato.

Expression2 imprimeur, Paris.
Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2002.